

# Rapport annuel du CIR

# 2016

Aucun PMA laissé pour compte:  
le CIR investit dans les pays et  
les ressources humaines



Le commerce pour le développement des PMA



# Rapport annuel du CIR

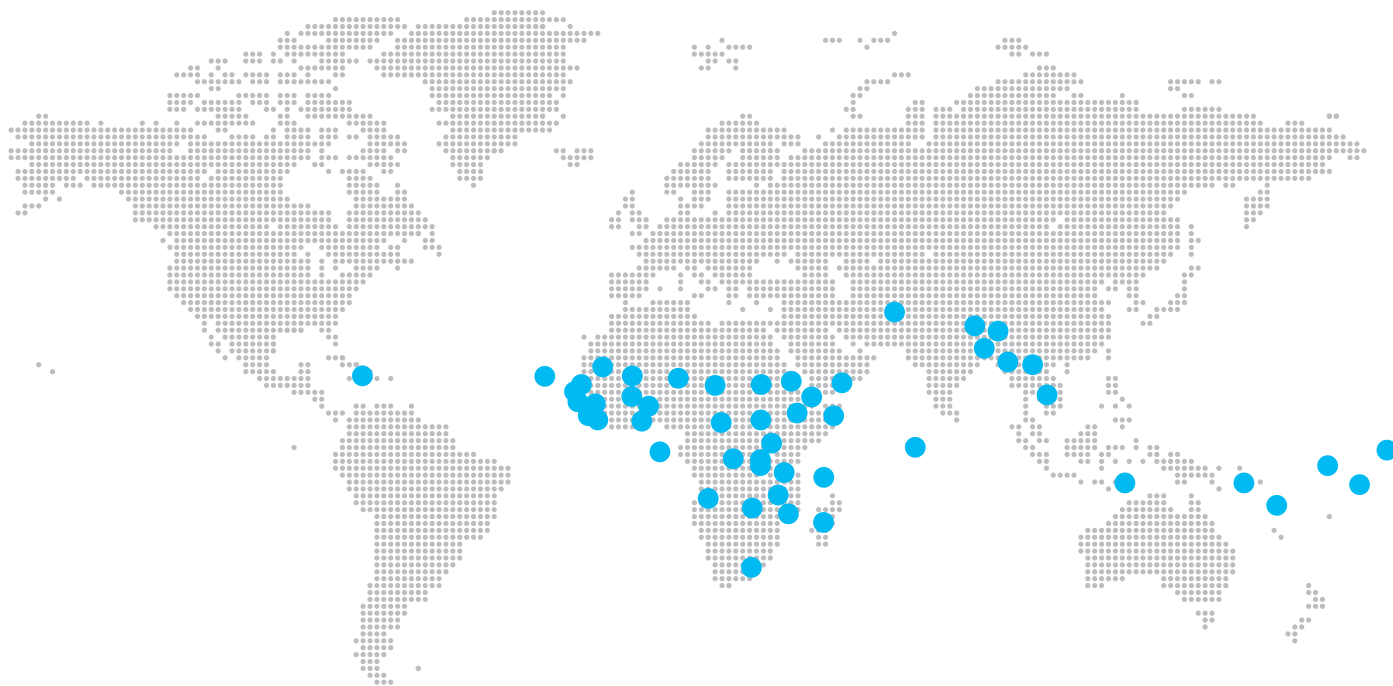
# 2016

Aucun PMA laissé pour compte:  
le CIR investit dans les pays et  
les ressources humaines



Le commerce pour le développement des PMA

# Zones d'intervention



## Afrique

Angola  
Bénin  
Burkina Faso  
Burundi  
Cabo Verde  
Comores  
Djibouti  
Érythrée  
Éthiopie  
Guinée  
Guinée équatoriale  
Guinée-Bissau  
La Gambie  
Lesotho  
Libéria  
Madagascar  
Malawi  
Mali  
Mauritanie

Mozambique  
Niger  
Ouganda  
République centrafricaine  
République démocratique du Congo  
Rwanda  
Sao Tomé-et-Principe  
Sénégal  
Sierra Leone  
Somalie  
Soudan  
Soudan du Sud  
Tanzanie  
Tchad  
Togo  
Zambie

## Amériques

Haïti

## Asie

Afghanistan  
Bangladesh  
Bhoutan  
Cambodge  
Maldives  
Myanmar  
Népal  
RDP lao  
Timor-Leste

## Moyen-Orient

Yémen

## Pacifique

Îles Salomon  
Kiribati  
Samoa  
Tuvalu  
Vanuatu

# Le programme du CIR est soutenu par



Allemagne



Arabie saoudite



Australie



Belgique



Canada



Danemark



Espagne



Estonie



États-Unis d'Amérique



Finlande



France



Hongrie



Irlande



Islande



Japon



Luxembourg



Norvège



Pays-Bas



République de Corée



Royaume-Uni



Suède



Suisse



Turquie



Union européenne

# Acronymes

ANMO	Arrangements nationaux de mise en œuvre	ODD	Objectifs de développement durable
CCI	Conseiller commercial international	OMC	Organisation mondiale du commerce
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	OMT	Organisation mondiale du tourisme
CIR	Cadre intégré renforcé	ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	PEMO	Principale entité de mise en œuvre
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté	PMA	Pays les moins avancés
EDIC	Étude diagnostique sur l'intégration du commerce	PMT	Programme à moyen terme
FASCIR	Fonds d'affectation spéciale pour le CIR	PND	Plan national de développement
GFAS	Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
HACCP	Analyse des risques et maîtrise des points critiques	SE	Secrétariat exécutif du CIR
<i>icipe</i>	Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes	S&E	Suivi et évaluation
IED	Investissement étranger direct	SPS	Sanitaire et phytosanitaire
ITC	Centre du commerce international	TM	Tonnes métriques
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises	TMEA	TradeMark East Africa
		UE	Union européenne
		UNMO	Unité nationale de mise en œuvre du CIR
		UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

# Table des matières

<i>Acronymes</i>	<i>Avant-propos</i>	<i>Synthèse des résultats de 2016</i>
4	6	8
<i>Le CIR et les Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030</i>	<i>Projets du CIR pour une croissance en faveur des populations pauvres et du développement durable</i>	<i>Exécution stratégique du programme du CIR</i>
21	27	35
<i>Renforcer la participation du secteur privé en faveur d'une croissance inclusive et de la création d'emplois</i>	<i>Responsabilité, gestion financière et fiduciaire</i>	<i>Annexes</i>
55	63	71

# Avant-propos

L'année 2016 a été importante pour la communauté internationale en ce qu'elle a marqué le lancement des Objectifs de développement durable (ODD). Les ODD, qui sont au cœur des efforts consentis sur le plan mondial pour mettre fin à la pauvreté, protéger la planète et assurer la prospérité de tous d'ici à 2030, reconnaissent à juste titre le commerce comme un facteur essentiel pour favoriser la création d'emplois et une croissance durable dans les pays les moins avancés (PMA).

Du point de vue du CIR, 2016 a aussi été une année importante car elle a marqué le lancement de la Phase Deux du programme et l'adoption d'un nouveau cadre de résultats qui perdurera jusqu'en 2022. Les travaux du CIR et les ODD sont intimement liés. De fait, les ODD mentionnent expressément le rôle du CIR pour atteindre l'objectif 8: *Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous*; et la cible 8a appelle à un accroissement de l'Aide pour le commerce en faveur des PMA, y compris par l'intermédiaire du CIR.

Nous avons amorcé en 2016 la mise en œuvre effective d'un programme de réforme, notamment une nouvelle orientation stratégique visant à nous acquitter de notre mission: mettre le commerce au service de la réduction de la pauvreté parmi les pays les plus pauvres du monde. Nous savons que cela exige un effort exceptionnel; cette dernière année, la manière d'aborder la programmation et la mise en œuvre des activités a subi de profonds changements, notamment pour ce qui est du dialogue avec nos mandants et avec la communauté internationale en général et de la façon de communiquer nos résultats. On a voulu que le cadre de résultats actualisé du CIR et la matrice de risque correspondante s'accompagnent d'un système rigoureux de suivi et de notification des risques, qu'illustre pleinement le présent rapport. Pour ce qui est du financement, nos donateurs ont signé les dispositions types et accords de contributions, et plus de 50% des fonds annoncés pour la Phase Deux du CIR sont désormais engagés.



Soucieux de l'importance de l'appropriation par les pays, durant le second semestre de 2016, nous avons organisé une série d'ateliers régionaux pour encourager l'adhésion des pays et faire œuvre de sensibilisation à notre nouvelle orientation stratégique et son alignement sur les ODD. Pour la première fois dans l'histoire du CIR, un pays de la région du Pacifique, le Vanuatu, a accueilli un atelier de renforcement des capacités régional en collaboration avec le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, le Secrétariat du Commonwealth et l'OMC. Cet atelier régional a été important car il a marqué le début d'une coopération régionale concernant la programmation du CIR et l'exécution des activités dans le Pacifique; il a été suivi par un autre atelier pour les pays asiatiques du CIR qui s'est tenu à Bangkok en collaboration avec la CESAP.

En tant que partenariat égalitaire entre PMA, donateurs du CIR et organisations internationales participantes, le CIR incarne particulièrement bien l'esprit de l'ODD 17. Ce dernier appelle à revitaliser le partenariat mondial à l'appui du développement durable, et la cible 17.11 appelle à un doublement de la part des exportations des PMA d'ici à 2020. Le CIR, seul programme mondial d'Aide pour le commerce exclusivement consacré aux PMA, est le mieux placé pour fédérer toutes les parties prenantes et coordonner leurs efforts afin d'aider les PMA à parvenir à doubler leur part dans les exportations.

La pertinence continue du partenariat du CIR a été renforcée en 2016 par l'inclusion du CIR dans l'agenda du développement international. Particulièrement remarquables étaient les références au CIR dans les documents finaux de l'Examen approfondi de haut niveau à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme



d'action d'Istanbul en faveur des Pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 et de la Quatorzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED XIV).

En 2016, nous avons aussi entrepris d'étendre notre partenariat en revoyant notre engagement avec le secteur privé et en promouvant la coopération Sud Sud et triangulaire.

L'approche partenariale du CIR s'étend aussi à la mobilisation des ressources qui est l'élément central du plan stratégique à moyen terme 2016 2018 du CIR. La mobilisation des ressources a toujours été prioritaire pour le CIR, les projets étant conçus pour avoir un effet catalyseur, en permettant aux pays d'utiliser les investissements du CIR pour attirer des financements supplémentaires afin de mettre en œuvre leurs programmes commerciaux. Au cours des prochaines années, la mobilisation des ressources prendra encore plus d'importance car elle sera essentielle pour assurer la durabilité des résultats lorsque l'aide du CIR aura pris fin. Nous nous emploierons en priorité à aider le secteur privé à maximiser le potentiel du commerce s'agissant de favoriser un accroissement généralisé des possibilités de revenus et d'amélioration du niveau de vie.

Le présent rapport concerne nos travaux en 2016. Il expose le contexte stratégique dans lequel nous opérons et décrit les réalisations clés obtenues dans divers pays parmi les plus pauvres du monde. Vous apprendrez comment nous aidons les pays à élaborer des programmes commerciaux durables qui favorisent une croissance inclusive tenant compte des plus démunis et comment nous finançons également des projets qui permettent aux femmes de participer davantage à l'activité économique, et aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) de développer leur capacité d'exportation.

Je remercie tous les membres du partenariat dont les PMA, les donateurs du CIR et les organisations internationales du CIR pour l'immense travail accompli et les résultats obtenus en 2016. Je me réjouis de continuer à collaborer avec vous et ne doute pas que nous parviendrons à atteindre notre objectif qui est de mieux intégrer tous les PMA dans le système commercial mondial d'une manière qui contribue à la réduction de la pauvreté et au développement durable.

Je remercie également M. Roberto Azevêdo, Directeur général de l'OMC, S.E. M. Daniel Blockert, Président du Comité directeur du CIR, et S.E. Mme Yvette Stevens qui a présidé le Conseil du CIR en 2016, pour leurs inestimables avis, soutien et coopération.

Enfin et surtout, je remercie mes collègues du Secrétariat exécutif du CIR (SE) et le Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR (GFAS).

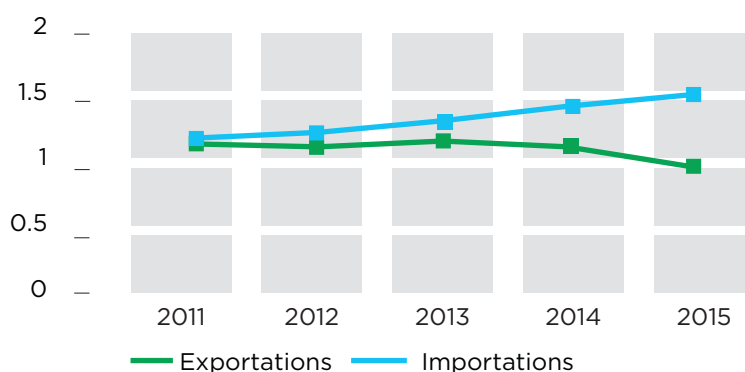


Ratnakar Adhikari  
Directeur exécutif  
Secrétariat exécutif du CIR à l'OMC

# Synthèse des résultats

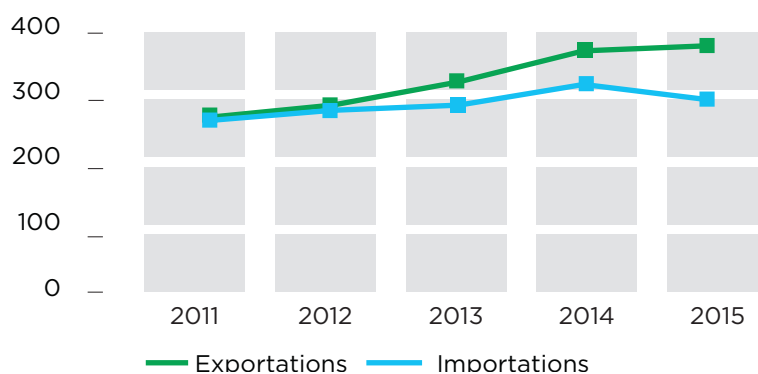
## Part des PMA dans le commerce mondial (%)

Source: Secrétariat de l'OMC.



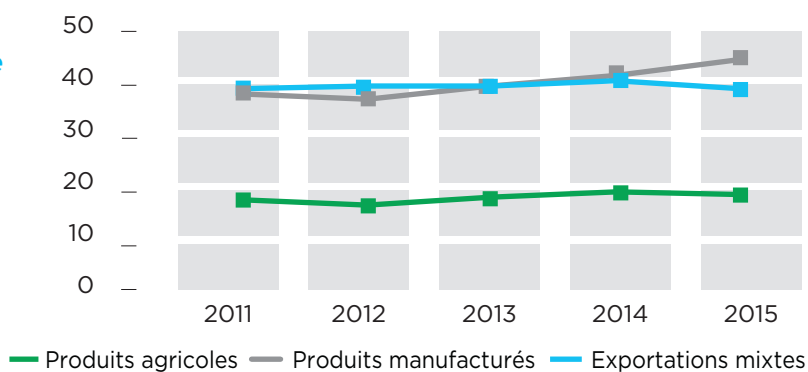
## Échanges de services commerciaux des PMA (milliards de \$EU)

Source: Estimations OMC-CNUCED-ITC.



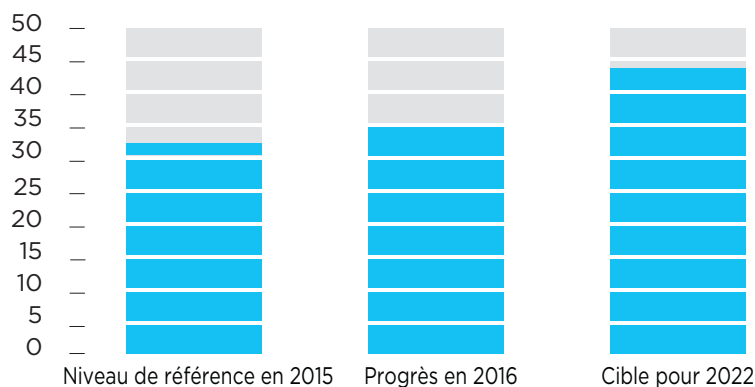
## Valeur des exportations des PMA par sous-groupe (milliards de \$EU)

Source: Secrétariat de l'OMC.



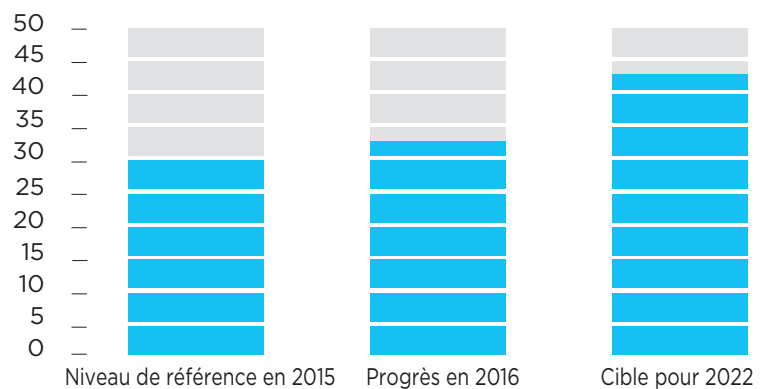
## Nombre de pays du CIR qui ont intégré le commerce dans leur plan national de développement (PND)

Le commerce est intégré dans les PND, ce qui en souligne l'importance du commerce pour le développement.



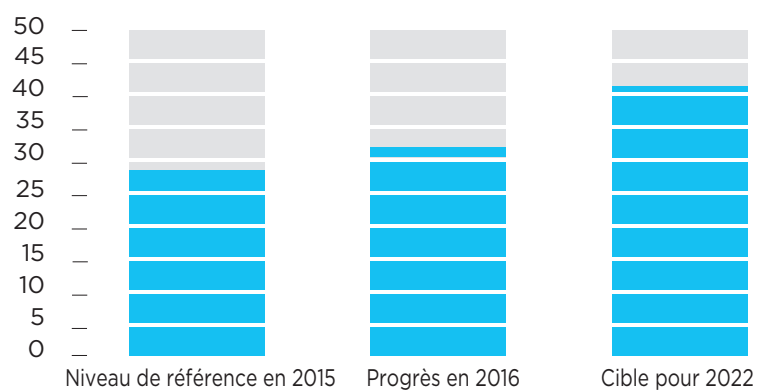
**Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes de coordination du commerce efficaces**

Les mécanismes de coordination du commerce permettent aux PMA et aux partenaires de développement de collaborer et d'éviter les doubles emplois.



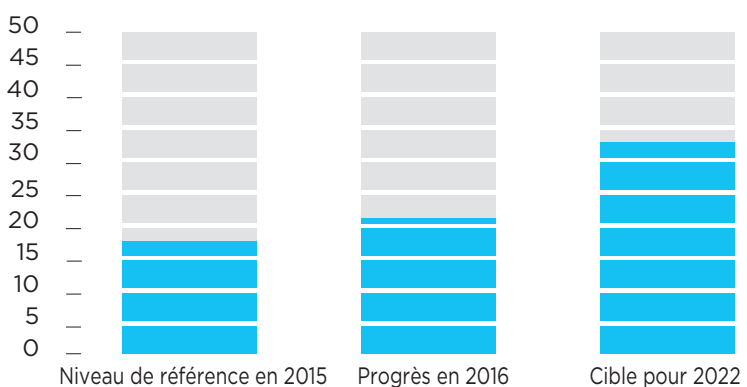
**Nombre total de stratégies sectorielles intégrant le commerce**

Plus de la moitié des pays du CIR ont intégré le commerce dans au moins trois stratégies sectorielles.



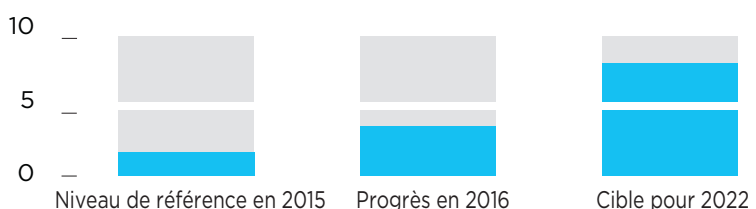
**Nombre de politiques commerciales de qualité actualisées avec l'aide du CIR**

De plus en plus de pays ont développé des stratégies commerciales avec l'aide du CIR.



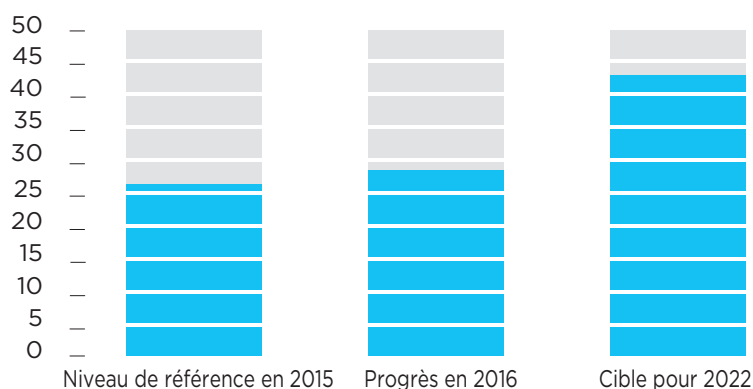
**Nombre d'actions par pays visant à améliorer la législation et la participation à des processus et réunions en lien avec le commerce**

Les pays du CIR participent de plus en plus à des instances en lien avec le commerce et certains entreprennent des démarches pour accéder à l'OMC.



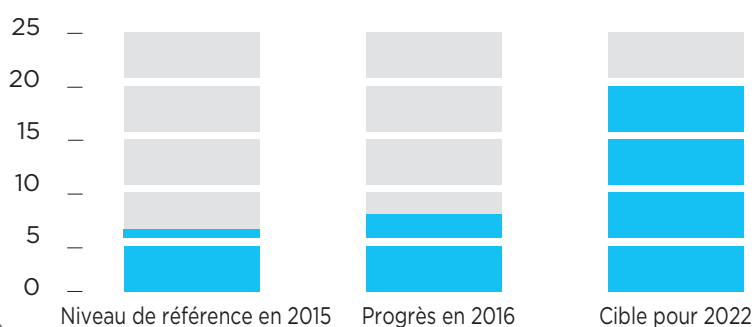
**Nombre d'études diagnostiques effectuées/mises à jour avec l'aide du CIR**

Les pays du CIR ont recours aux études diagnostiques pour identifier les contraintes liées au commerce et définir des actions prioritaires pour les surmonter.



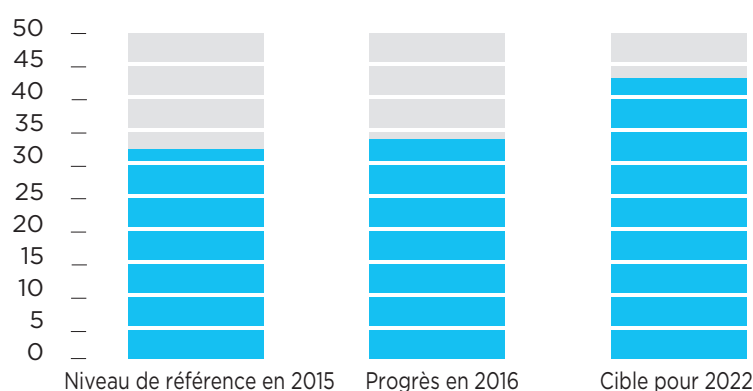
**Nombre de pays du CIR dans lesquels les unités nationales de mise en œuvre du CIR (UNMO) sont intégrées aux structures gouvernementales**

Les équipes de base du CIR sont intégrées aux structures gouvernementales, ce qui contribue à assurer la durabilité des résultats.



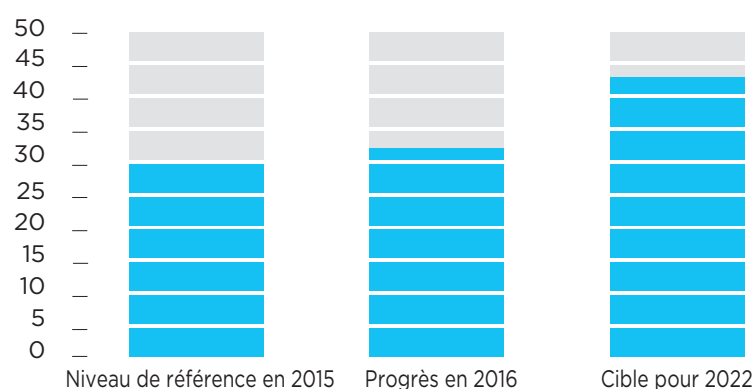
**Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes de coordination public privé efficaces et de qualité**

Les gouvernements et le secteur privé se consultent mutuellement de manière régulière sur les questions relatives au commerce.



**Nombre de pays du CIR dans lesquels un dialogue de qualité est engagé entre le gouvernement et les donateurs sur des questions liées au commerce**

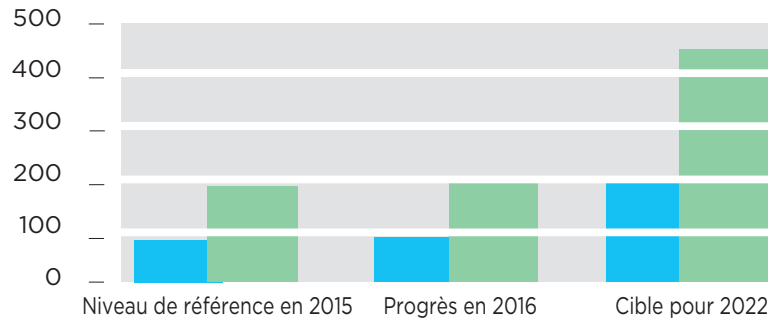
Les pays du CIR et les donateurs coordonnent leurs interventions sur les questions relatives au commerce.



### Nombre de fonctionnaires formés par pays dans des domaines liés au commerce

Des fonctionnaires sont formés à l'élaboration des politiques commerciales et à l'intégration du commerce dans les autres politiques du gouvernement.

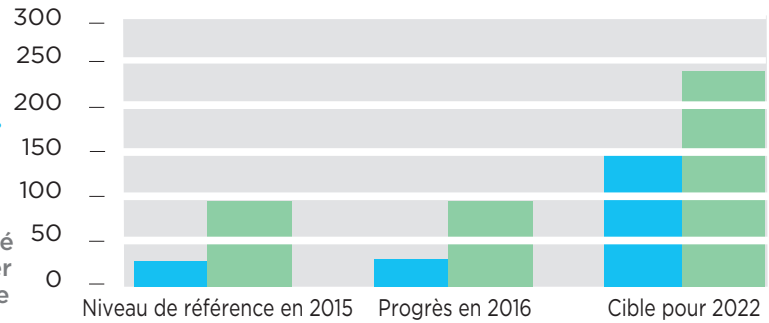
Femmes Hommes



### Nombre de représentants du secteur privé formés par pays dans des domaines liés au commerce pour participer au programme national en matière de commerce

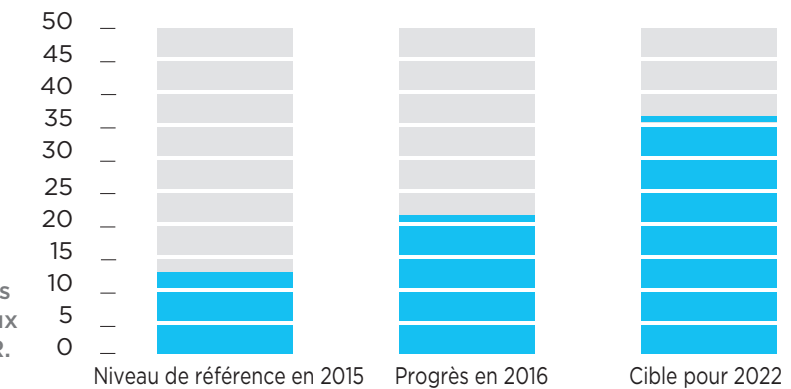
Des représentants du secteur privé sont formés pour mieux contribuer au programme national en matière de commerce.

Femmes Hommes



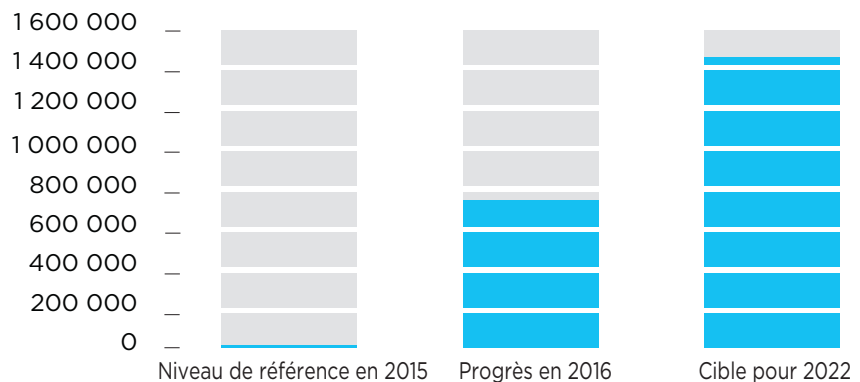
### Nombre de pays du CIR qui disposent d'outils de communication de renseignements de qualité pour les diverses parties prenantes

Les pays du CIR communiquent avec les parties prenantes dans les secteurs public et privé pour mieux faire connaître les activités du CIR.



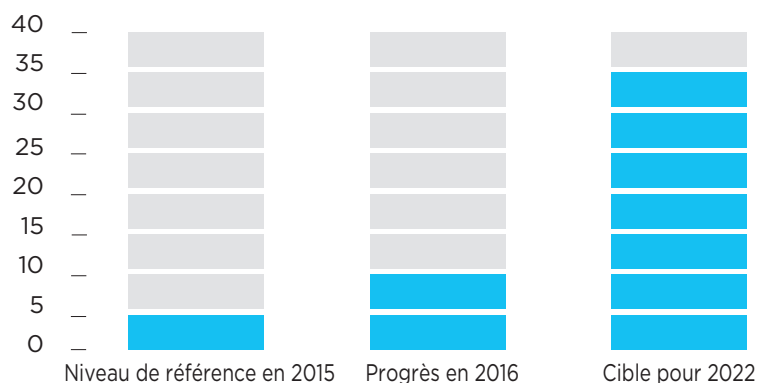
### Volume de la production générée grâce aux interventions du CIR

Le CIR aide les MPME et les petits exploitants à accroître leur production.



### Nombre de nouveaux marchés internationaux pénétrés avec l'aide du CIR

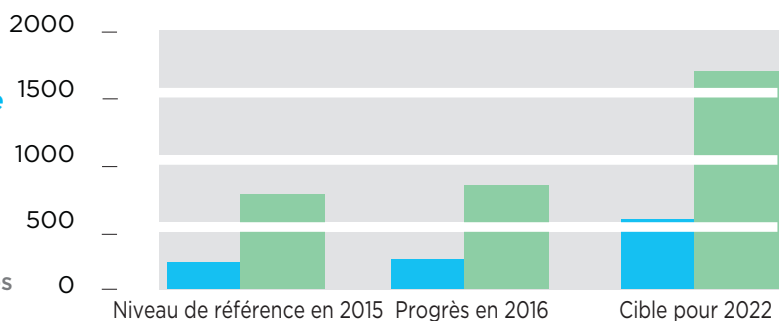
De nouveaux marchés internationaux sont pénétrés avec l'aide du CIR, ce qui permet d'augmenter les ventes.



### Nombre total de personnes par pays recevant une formation liée au commerce de qualité en vue de mieux participer à l'économie

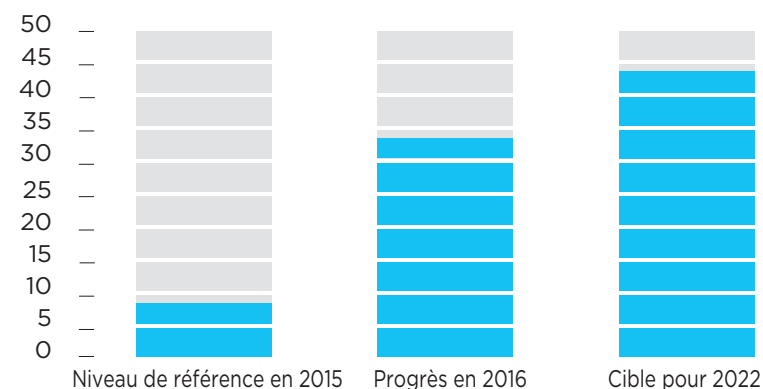
Des formations sont proposées à des particuliers pour qu'ils puissent bénéficier des possibilités offertes par le commerce.

■ Femmes ■ Hommes



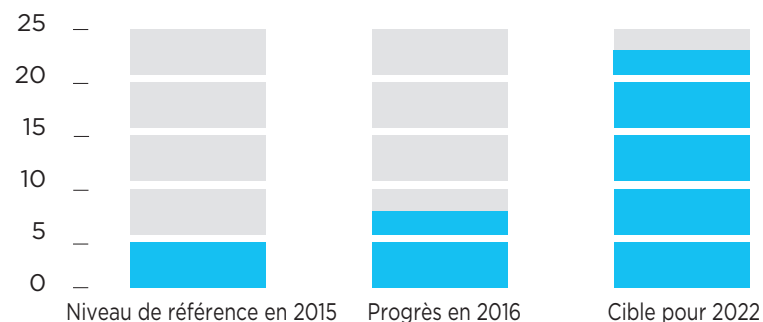
### Nombre d'activités de sensibilisation menées sur le thème des femmes dans le contexte du commerce

L'intégration de l'égalité hommes femmes est une priorité permanente du CIR.



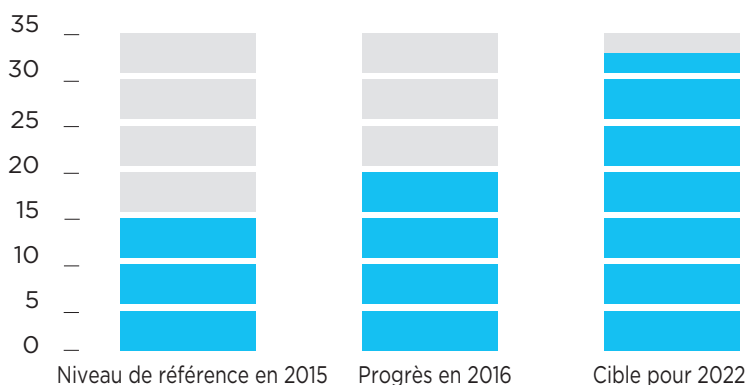
### Nombre d'activités de sensibilisation menées sur le thème de l'environnement dans le contexte du commerce

L'intégration des considérations environnementales est une priorité permanente du CIR.



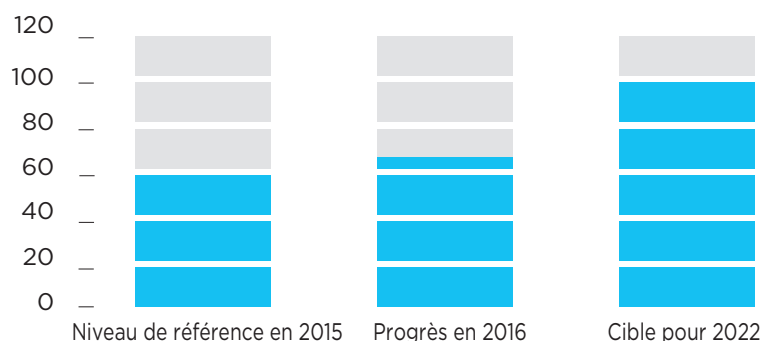
### Pourcentage de femmes parmi les bénéficiaires directs des projets

Le CIR aide à créer des emplois pour les femmes et promeut l'entrepreneuriat féminin.



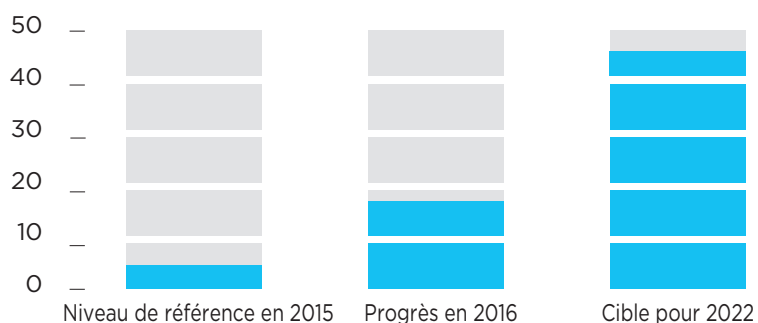
### Nombre d'associations de producteurs formées aux pratiques relatives aux chaînes de valeur

Des associations de producteurs sont formées à diverses pratiques relatives aux chaînes de valeur.



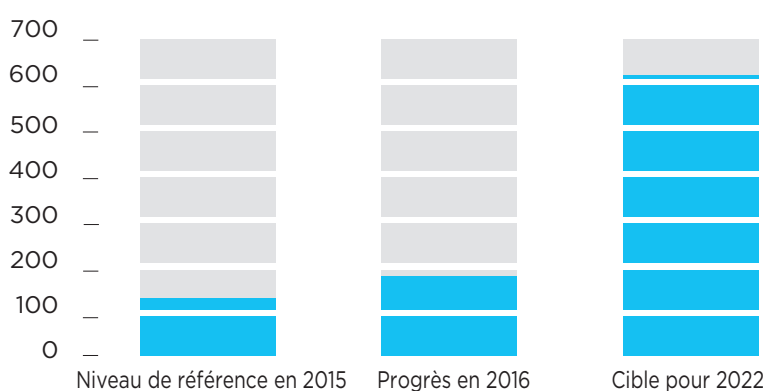
### Nombre de nouvelles technologies adoptées dans le cadre de projets soutenus par le CIR

De nouvelles technologies sont présentées aux producteurs afin d'améliorer la productivité et la croissance économique à long terme.



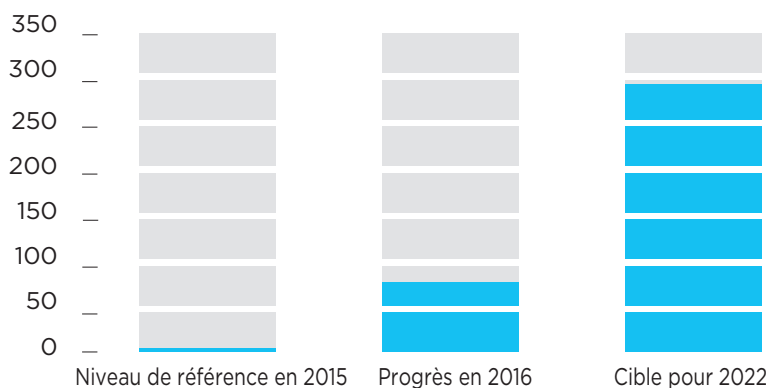
### Nombre de MPME qui bénéficient d'un soutien dans le cadre des projets du CIR

Les MPME sont soutenues par le CIR pour améliorer leur production et créer de nouveaux emplois.



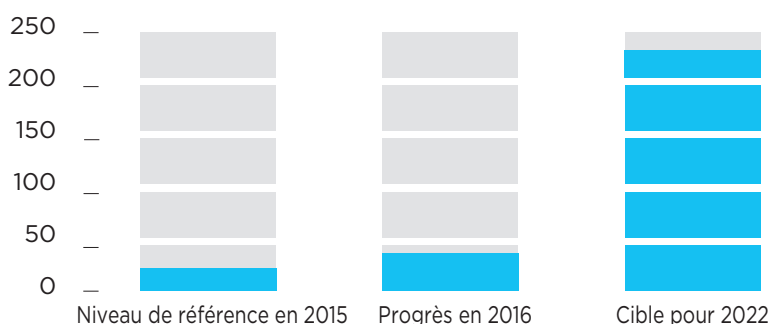
**Nombre de mesures prises par tous les partenaires du CIR pour contribuer à mobiliser des financements et de l'expertise**

Les gouvernements des PMA ont recours au mécanisme du CIR pour mobiliser des ressources du secteur privé et d'autres partenaires de développement.



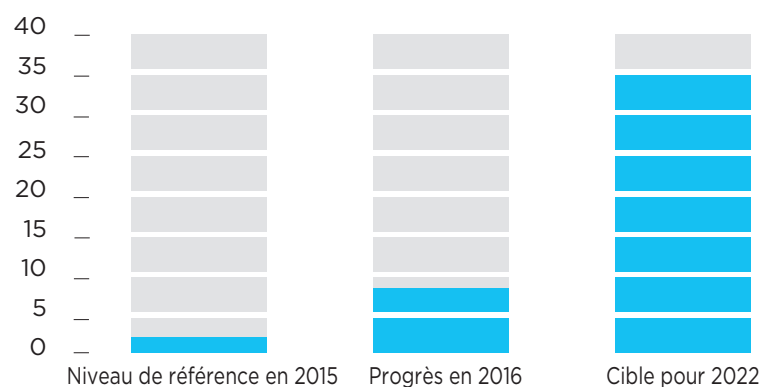
**Nombre de projets financés par les donateurs liés à la matrice des actions de l'EDIC**

Les pays reçoivent de l'aide des donateurs pour mettre en œuvre des projets issus de la matrice des actions de l'EDIC.



**Nombre de projets soutenus par le CIR et cofinancés en grande partie**

Les projets du CIR sont cofinancés par les gouvernements des PMA, les donateurs, les organismes internationaux et le secteur privé.





## Résultats du CIR – instantanés de projets de catégorie 2<sup>1</sup>

### Des normes pour la croissance des exportations

#### Burundi

- La coordination et les partenariats entre le Bureau burundais de normalisation, le secteur privé, les centres de recherche, les laboratoires et les négociants ont permis l'harmonisation de plus de 1 000 normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) au niveau national.
- La Banque mondiale contribue au développement de ce projet à hauteur de 70 millions de dollars EU.



#### Cambodge

- Le projet, mené conjointement avec le projet de soutien au secteur cambodgien du riz financé par l'UE, a facilité l'exportation de 268 842 tonnes métriques (TM) de riz, pour un montant de 146 618 197 dollars EU.
- 11 rizeries ont reçu la certification HACCP (analyse des risques et maîtrise des points critiques) relative à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et soutiennent la production de nombreux petits riziculteurs.



### L'agro industrie à la base de l'entrepreneuriat

#### Gambie

- 1 300 agriculteurs ont participé à des activités menées dans des champs écoles paysans et ont désormais la capacité de cultiver des arachides, des noix de cajou et du sésame de meilleure qualité.
- 3 transformateurs de noix de cajou ont adopté de nouvelles techniques de conditionnement (machines de conditionnement, nouveaux emballages pour les consommateurs dotés de fermetures à glissière et étiquettes informatives pourvues de codes barres), qui leur ont permis de vendre à des supermarchés et hôtels locaux.



1 Il s'agit d'une sélection de projets de Catégorie 2 en cours de mise en œuvre.

## Lesotho

- Au total, 115 serres ont été distribuées (dont 33% à des femmes) et plus de 80% d'entre elles génèrent suffisamment de produits de qualité pour contribuer à améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire dans les villages avoisinants.
- La production horticole a permis d'accroître les revenus monétaires des agriculteurs, qui étaient auparavant très faibles. Une serre génère habituellement un revenu mensuel net d'environ 1 000 maloti (80 dollars EU), mais près d'un tiers des agriculteurs ont gagné environ trois fois plus.



## Burkina Faso

- En 2016, 1 020 emplois ont été créés dans 17 nouvelles unités de transformation de mangue séchée (soit en moyenne 60 emplois par unité) et 981 emplois supplémentaires ont été créés dans des unités de transformation de noix de cajou.
- 1 930 TM de mangue séchée ont été exportées en 2016, un volume en hausse de 60% par rapport à 2015 et plus de quatre fois supérieur à celui enregistré en 2013 (année de référence), qui était de 460 TM.
- Au total, 1 458 personnes (dont 24% de femmes) ont suivi diverses formations en 2016. Ces formations ont permis d'améliorer le fonctionnement et les résultats commerciaux des unités de transformation et des exportateurs.



## L'inclusion des femmes, clé de la croissance des PMA

### Népal

- 1 891 agriculteurs de gingembre (dont 60% de femmes) ont suivi des formations dans 54 champs écoles paysans sur la production de semences, le stockage, la commercialisation, les mesures SPS, les pertes après récolte, la manipulation sans risque et la production locale de gingembre.
- Le revenu agricole net par kilogramme a augmenté de 15% du fait de la réduction des coûts de culture, qui a fait augmenter les revenus des femmes.



## Malawi

- Le projet soutient actuellement 3 537 agriculteurs (dont 58% de femmes). Environ 10% de ces agriculteurs travaillent à la plate forme de transformation et de commercialisation, tandis que les autres travaillent dans des communautés voisines.
- En 2016, l'adoption de bonnes pratiques agricoles a permis aux agriculteurs travaillant à la plate forme d'obtenir des rendements supérieurs de 30% (pour les fèves de soja) et de 42% (pour les arachides) à ceux des petits agriculteurs qui ne participent pas au projet.
- En 2016, 1 450 agriculteurs ont été formés au battage du soja, au séchage des arachides, au tri des grains par qualité et aux techniques de stockage dans le cadre du Système de gestion de la qualité. Cette formation a permis d'améliorer considérablement la qualité des cultures, les normes applicables aux produits agricoles et la crédibilité sur le marché local.



## Augmentation du revenu par la valeur ajoutée

### Zambie

- 6 580 apiculteurs (dont 30% de femmes) ont été formés à de meilleures méthodes d'apiculture.
- La qualité du miel s'est considérablement améliorée (entre 60 à 75%). Les transformateurs ont souligné que le miel acheté aux apiculteurs ayant suivi une formation était de meilleure qualité.
- 18 centres de collecte ont été construits grâce notamment aux contributions en nature des communautés, ce qui a donné lieu à un certain niveau d'appropriation et à une volonté d'entretenir les installations. Les centres de collecte permettent d'améliorer la qualité et l'accès aux marchés et de réduire les coûts de transaction.



## Le tourisme, secteur d'avenir pour la création d'emplois

### Îles Salomon

- Le pays a accueilli 22 346 visiteurs en 2016, soit 3,34% de plus que l'année précédente.
- La mise à jour du Plan national de promotion du tourisme a été approuvée par le Cabinet en 2016.
- En 2016, 70 étudiants ont obtenu un diplôme en tourisme et voyages de l'Université nationale des Îles Salomon.



## La facilitation des échanges pour un commerce mondial efficace

### Gambie

- La construction des nouvelles installations destinées au transport de marchandises est achevée à 95%.
- 80 employés ont été formés sur 14 aspects différents du transport de marchandises. Les thèmes abordés incluaient la manipulation des denrées périssables, la sécurité des marchandises, le contrôle de la température et le transport des animaux.
- Tout le matériel nécessaire, y compris les scanners et le système de télévision en circuit fermé, a été acheté et est en train d'être installé.
- Le personnel de sécurité de l'aéroport sera formé aux procédures d'utilisation et au fonctionnement technique des scanners afin de mettre les installations dédiées au transport aérien de marchandises de l'aéroport international de Banjul en conformité avec les normes internationales de sécurité.



### Maldives

- L'informatisation des opérations et de la gestion douanières au moyen du système ASYCUDA World contribue à moderniser les opérations douanières et à rationaliser les procédures.
- En 2016, 58 douaniers ont été formés à l'évaluation en douane, à la gestion des risques et au contrôle après dédouanement.



## Le commerce électronique au service de la connectivité mondiale

### Îles Salomon

- Le Bureau d'accueil des visiteurs des Îles Salomon commercialise désormais les services de petits et moyens opérateurs par le biais de son nouveau portail Web, financé par le CIR, qui inclut un guide en ligne pour les visiteurs.
- Il s'agit d'un progrès important car la plupart des MPME du secteur du tourisme n'offraient pas leurs services en ligne jusque là et le renforcement de leur présence en ligne contribue à promouvoir l'écotourisme dans le pays. Par exemple, les touristes ayant visité Dolphin View Beach (un site d'écotourisme) en 2016 venaient de sept pays d'Europe, d'Asie et du Pacifique, contre seulement un pays l'année précédente.



## Le secteur des textiles et des vêtements crée des emplois

### Cambodge

- Le projet relatif aux produits de valeur en soie soutient 1 500 tisserands et a aidé 14 entreprises détenues par des femmes à trouver 300 acheteurs potentiels sur 5 marchés d'exportation; il répond ainsi à l'objectif plus large d'autonomisation des jeunes filles et des femmes en leur permettant d'acquérir un savoir faire de pointe dans la production de la soie.
- En conséquence, le revenu mensuel moyen des tisserands de soie a augmenté de 100%.
- Les 14 entreprises détenues par des femmes ont créé 88 emplois, conçu 127 nouveaux modèles d'articles en soie et fait augmenter les exportations de produits en soie cambodgiens de 73% depuis 2012. Cette croissance des exportations résulte de l'obtention de nouveaux clients et de nouveaux marchés d'exportation, de l'adoption de pratiques commerciales loyales et de l'augmentation des ventes sur les marchés traditionnels.



### Népal

- Globalement, le projet a permis le renforcement des capacités et la formation de 1 593 acteurs du secteur des produits de la marque Chyangra Pashmina (CP) (dont 23% de femmes) dans les domaines de la commercialisation internationale, de la conception et du développement de produits, du merchandising et de la préparation à l'exportation.
- 25 entreprises ont bénéficié d'une aide pour la mise en œuvre de stratégies visant à pénétrer les marchés des États-Unis et du Japon.
- En 2016, les bénéficiaires ont enregistré une hausse des exportations de produits de la marque CP de 23% et une augmentation de leurs recettes totales de 21%.







# Le CIR et les Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030

Les travaux menés par le CIR pour mettre le potentiel du commerce au service du développement durable dans les PMA sont dans la droite ligne de la vision qui sous tend les ODD et qui consiste à créer un monde d'où la pauvreté est absente.

En tant que partenariat mondial unique entre les PMA, les donateurs et les organisations internationales participantes, le CIR est en bonne place pour aider à la réalisation des ODD. Le cadre de résultats relatif à la Phase Deux du CIR (2016 2022) est intégralement aligné sur les ODD et le CIR rendra compte des progrès accomplis.

## Le rôle du commerce dans la réalisation des ODD

Le commerce international est un outil indispensable à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 car il joue un rôle dans la réalisation de presque tous les objectifs et occupe une place importante dans des domaines tels que la création d'emplois, l'autonomisation des femmes, l'industrialisation par le développement du secteur privé et la réduction des inégalités. Le commerce est directement lié à 11 cibles relevant de 9 ODD et est indirectement lié à 32 autres cibles relevant de 14 ODD.

Plus particulièrement, la cible 17.11 appelle à doubler la part des PMA dans les exportations mondiales d'ici à 2020. Le CIR sera au cœur des efforts fournis pour atteindre cet objectif ambitieux.

## La contribution du CIR à la réalisation des ODD

Les ODD accordent au CIR une place plus importante dans les efforts visant à mettre le potentiel du commerce au service du développement durable. Cela ressort en particulier dans la cible 8a, qui appelle à "accroître

l'appui apporté dans le cadre de l'Initiative Aide pour le commerce aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, y compris par l'intermédiaire du Cadre intégré renforcé".

Le CIR aide les PMA à intégrer les objectifs et les cibles liés au commerce dans leurs processus nationaux de planification, le but ultime étant de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable. Le soutien apporté par le CIR varie en fonction des besoins et des choix de chaque PMA, ce qui montre que la communauté internationale reconnaît que la mise en œuvre des ODD doit tenir compte des réalités et des capacités différentes de chaque pays.

## Objectifs communs: liens entre les ODD et le cadre de résultats du CIR

Il existe des liens forts entre le CIR et les ODD. La présente section décrit le rôle et les contributions du CIR dans la réalisation de chacun des ODD. Les liens entre les ODD et le cadre de résultats du CIR sont présentés à l'annexe 1 du présent rapport.

### Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde

1 PAS DE PAUVRETÉ



#### Le rôle du CIR

Le commerce est un moteur essentiel de croissance durable et de lutte contre la pauvreté. Les travaux du CIR visant à aider les PMA à libérer le potentiel du commerce conformément à leurs stratégies de développement font de cette vision une réalité dans les pays les plus pauvres du monde.

#### L'action du CIR

Le CIR aide les PMA à adopter des programmes sur le commerce qui soient propices à une croissance en faveur des populations pauvres et à placer le commerce au centre de leurs plans de développement et de leurs stratégies sectorielles connexes comme celles visant l'agriculture, la pêche et l'industrie. Le CIR aide également les MPME en vue de stimuler leur productivité et d'accroître leur capacité d'exportation, ce qui favorise la création d'emplois et contribue à la réduction de la pauvreté.





## Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

2 FAIM «ZÉRO»



### Le rôle du CIR

Les PMA sont en première ligne dans la lutte contre la faim dans le monde. Le CIR reconnaît que le bon fonctionnement du marché agricole est un élément essentiel d'une stratégie plus large visant à éliminer la faim. Il aide les PMA à accroître la productivité de leur secteur agricole, tant pour la consommation locale que pour l'exportation.

### L'action du CIR

L'aide du CIR au renforcement des capacités de production est destinée à 60% au secteur agricole et les projets dans ce domaine visent à diversifier et à intensifier la production agricole, ainsi qu'à promouvoir l'agriculture durable, y compris par l'adoption de techniques plus efficaces.



## Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



### Le rôle du CIR

Le CIR estime que, pour être inclusif et efficace, le développement induit par le commerce doit favoriser l'équité entre les sexes. En autonomisant les femmes entrepreneurs et en les aidant à devenir des chefs de file en matière d'exportation, le CIR renforce les communautés et jette les bases d'une croissance équitable, inclusive et durable.

### L'action du CIR

L'inclusion des femmes est un domaine de résultat clé pour tous les projets financés par le CIR. Ce dernier œuvre pour que les programmes, législations et politiques relatifs au commerce soient conçus et mis en œuvre selon une perspective fondée sur l'inclusion des femmes, afin d'obtenir des résultats plus équitables et avantageux pour tous. La plupart des projets du CIR prévoient diverses formations liées au commerce, et les projets sont conçus de manière à garantir une forte participation des femmes, c'est à dire entre 20% et 60%. En outre, bon nombre de projets du CIR s'adressent spécifiquement aux MPME dirigées par des femmes, et des activités de sensibilisation sont menées sur des sujets tels que l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes. Le CIR s'emploie également à collecter des données ventilées par sexe pour l'ensemble de ses projets.



## *Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous*

**8** TRAVAIL DÉCENT  
ET CROISSANCE  
ÉCONOMIQUE



### **Le rôle du CIR**

La réalisation de l'objectif 8 est au cœur des activités du CIR, c'est pourquoi la cible 8a indique qu'un des moyens de le réaliser est d'accroître l'appui apporté par l'intermédiaire du CIR. Des études montrent que les entreprises qui exportent connaissent une croissance et un développement nettement plus rapides, raison pour laquelle le commerce est essentiel pour parvenir à une croissance économique durable.

### **L'action du CIR**

En aidant les PMA à percer sur de nouveaux marchés d'exportation grâce à un soutien ciblé fourni dans le cadre de l'Initiative Aide pour le commerce, le CIR donne à la prochaine génération d'entrepreneurs et de MPME les moyens de créer des emplois intéressants et lucratifs qui favorisent la croissance économique. Le CIR aide également les PMA à adopter de nouvelles technologies pour renforcer leur capacité d'exportation et propose des formations sur divers sujets liés au commerce qui permettent aux bénéficiaires d'acquérir les compétences requises pour pouvoir exercer les emplois créés par le commerce.



## *Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable et encourager l'innovation*

**9** INDUSTRIE,  
INNOVATION ET  
INFRASTRUCTURE



### **Le rôle du CIR**

Le CIR travaille avec les gouvernements des PMA en vue de réaliser leurs priorités en matière de diversification, d'industrialisation et d'ascension le long des chaînes de valeur régionales et mondiales. Il aide les PMA à identifier les principaux obstacles au niveau des infrastructures et des politiques, à les hiérarchiser, puis à lever les fonds nécessaires pour les surmonter.

### **L'action du CIR**

Le processus de l'EDIC permet aux pays d'utiliser une approche sectorielle pour identifier leurs besoins en matière d'infrastructure et d'industrialisation. Le CIR encourage aussi l'innovation en formant les producteurs à diverses pratiques relatives aux chaînes de valeur et en promouvant l'adoption de nouvelles technologies.



## Établir des modes de consommation et de production plus durables

12 CONSOMMATION  
ET PRODUCTION  
RESPONSABLES



### Le rôle du CIR

La durabilité est au cœur de chaque projet du CIR, et cela inclut la responsabilité environnementale et sociale. Même si le CIR œuvre pour aider les PMA à entrer sur les marchés d'exportation de demain, le partenariat fournit aussi les compétences nécessaires pour s'assurer que la croissance des exportations ne se produit pas au détriment de notre planète.

### L'action du CIR

La durabilité environnementale est une des questions transversales que le CIR traite dans tous ses projets, et des activités sont menées pour sensibiliser les populations aux effets des interventions du CIR sur l'environnement. Le CIR s'assure également que les stratégies commerciales sectorielles répondent aux préoccupations en matière de durabilité, c'est à dire, par exemple, que les stratégies en faveur du tourisme tiennent compte des effets du développement du tourisme sur l'environnement et la culture dans les PMA et que les stratégies agricoles répondent aux problèmes de dégradation des sols et de déforestation. Par ailleurs, le CIR encourage l'utilisation de nouvelles technologies qui permettent aux PMA de préserver les ressources naturelles et de produire de manière efficace.



## Revitaliser le partenariat mondial pour le développement durable

17 PARTENARIATS  
POUR  
LA RÉALISATION  
DES OBJECTIFS



### Le rôle du CIR

Puisqu'il s'agit d'un partenariat trilatéral égalitaire entre les PMA, les donateurs du CIR et les organisations internationales participantes du CIR, peu d'organisations incarnent l'esprit de l'ODD 17 mieux que le CIR. Tout ce que fait le CIR, y compris la contribution qu'il apporte dans le but de doubler la part des exportations des PMA d'ici à 2020, repose sur le postulat qu'il faut réunir toutes les parties prenantes autour de la table et orienter leurs travaux vers un objectif commun.

### L'action du CIR

L'approche fondée sur le partenariat est essentielle au succès du CIR. Des efforts sont faits pour renforcer le partenariat entre les PMA, les donateurs du CIR et les organisations internationales participantes du CIR, une plus grande attention étant accordée à la mobilisation des ressources pour garantir la durabilité des résultats. Le CIR entretient des relations, non seulement avec les partenaires existants, mais aussi avec des organismes à but non lucratif, des groupes de réflexion et la communauté scientifique, et encourage la coopération Sud-Sud et triangulaire.







# Projets du CIR pour une croissance en faveur des populations pauvres et du développement durable

Les ODD reconnaissent que le commerce est un moteur essentiel de développement économique durable dans les PMA. Toutefois, la participation des PMA au commerce international reste marginale et stagne depuis 2008 à environ 1,1%, alors que ces pays représentent 13% de la population mondiale. Cette faible participation s'explique par les difficultés rencontrées par les PMA, y compris les suivantes: faibles capacités de production, infrastructure inadaptée, isolement géographique, liens intersectoriels peu développés, politiques insuffisantes, catastrophes naturelles et conflits. Le CIR aide les PMA à surmonter certaines de ces difficultés en menant des actions en faveur du commerce, notamment dans les domaines ci après:

## Facilitation des échanges

Le CIR aide les pays à mettre en œuvre les réformes en faveur de la facilitation des échanges afin qu'ils puissent bénéficier de procédures douanières rationalisées. La simplification des procédures à la frontière peut améliorer les résultats commerciaux, promouvoir la croissance et réduire les inégalités de revenu. Les MPME figurent souvent parmi les principaux bénéficiaires des efforts de facilitation des échanges.

Le CIR est également bien placé pour favoriser la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges grâce à l'éventail d'instruments dont il dispose: 1) l'Étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC) et la mise à jour de l'EDIC, qui constituent des outils d'analyse aux fins de la facilitation des échanges; 2) le soutien institutionnel aux comités nationaux de la facilitation des échanges; et 3) le soutien du secteur productif, qui peut financer l'assistance technique nécessaire à la mise en œuvre de l'Accord.



## Soutien du CIR à la facilitation des échanges en Gambie

Ce projet vise à faciliter les échanges à l'aéroport international de Banjul par la construction d'un nouveau complexe dédié au transport de marchandises et doté d'installations de stockage pour les denrées périssables et non périssables, le but étant d'accroître les exportations gambiennes. Le nouveau complexe est équipé de scanners modernes et d'un système de télévision en circuit fermé, ce qui permettra à l'aéroport de satisfaire aux normes internationales de sécurité. Le projet garantira que les exportateurs et les petits commerçants des secteurs de l'horticulture, de la pêche, de la transformation des produits alimentaires et du tourisme auront accès à des services aéroportuaires transparents, sûrs et compétitifs.

Pour garantir l'accès à ces services:

- 6 normes de conditionnement ont été élaborées;
- 80 membres du personnel de l'aéroport ont suivi 14 formations différentes sur le transport aérien de marchandises, y compris sur les procédures d'utilisation et le fonctionnement technique des scanners, la manipulation des denrées périssables, la sécurité des marchandises, le contrôle de la température et le transport des animaux;
- 65 représentants de MPME des secteurs de la transformation des produits alimentaires, de l'horticulture et de la pêche ont été formés à la sécurité sanitaire et à la qualité des produits alimentaires, ainsi qu'aux techniques de conditionnement;
- 50 autres représentants de MPME des secteurs de l'alimentation et du tourisme ont été formés à la gestion d'organisation et à la gestion d'entreprise.

Le complexe dédié au transport de marchandises sera pleinement opérationnel en 2017, après achèvement des derniers travaux de construction. Le temps de manutention des marchandises transportées par voie aérienne devrait diminuer de 50% grâce à une infrastructure améliorée, à un personnel mieux formé et à un éventail plus large de services aux MPME. Par exemple, un nouveau scanner permettra de contrôler facilement les palettes de grande dimension, conformément aux normes de sécurité de l'Association du transport aérien international, ce qui accélérera le processus d'exportation.

## Secteur agro industriel

Compte tenu de l'importance accrue accordée au développement du secteur privé dans les PMA, l'aide vise de plus en plus souvent à renforcer les capacités de production dans le secteur de l'agriculture, y compris la pêche, l'élevage et la sylviculture. Dans les PMA, l'agriculture est le secteur dominant qui crée le plus d'emplois et assure la sécurité alimentaire auprès des communautés locales; à ce titre, il peut jouer un rôle majeur dans la réalisation des ODD.

En conséquence, plus de la moitié de l'aide du CIR au secteur productif est consacrée au développement du secteur agro industriel. Ce soutien financier peut avoir des effets immédiats sur les revenus et sur les recettes du pays, et constitue souvent une source de financement pour les MPME, ce qui peut avoir d'autres répercussions tout au long des chaînes de valeur des produits.



### Aide du CIR au développement du secteur agro industriel au Malawi

La Stratégie nationale d'exportation du Malawi vise à promouvoir les exportations et la valeur ajoutée nationale. Les graines oléagineuses comme les arachides et les fèves de soja présentent un potentiel particulièrement élevé du fait de la forte demande régionale et les agriculteurs locaux maîtrisent déjà les méthodes améliorées applicables à ce type de culture. Le CIR a aidé le Malawi à créer une plate forme rurale de production, de commercialisation et de transformation pour permettre aux petits exploitants des communautés avoisinantes cultivant moins de 0,5 hectare de travailler collectivement et sous la supervision de vulgarisateurs qualifiés, qui dispenseront des formations.

- Le projet soutient actuellement 3 537 agriculteurs (dont 58% de femmes). Environ 10% de ces agriculteurs travaillent à la plate forme de transformation et de commercialisation, tandis que les autres travaillent dans les communautés alentour.
- En 2016, 1 450 agriculteurs ont été formés au battage du soja, au séchage des arachides, au classement des grains et aux techniques de stockage dans le cadre du Système de gestion de la qualité. Cette formation a permis d'améliorer considérablement la qualité des cultures, les normes applicables aux produits agricoles et la crédibilité sur le marché local.
- 44 agriculteurs ont été formés à la manipulation avant/après récolte du soja et des arachides et ont à leur tour formé les membres des associations de producteurs d'arachide et de soja.

En 2016 seulement, grâce à ces formations:

- les agriculteurs ont produit 117 TM de fèves de soja (61% de l'objectif de 190 TM) et 136,14 TM d'arachides (68% de l'objectif de 200 TM);
- le projet a permis l'exportation de 72,91 TM de fèves de soja vers le Botswana (52% de l'objectif de 140,55 TM) et de 23,07 TM d'arachides vers la Zambie (14% de l'objectif de 164 TM);
- dans le domaine visé par le projet, les pertes après récolte ont été réduites à 9,1%;
- une formation sur la comparaison et la négociation des prix a permis aux agriculteurs de commercialiser leurs arachides et leurs fèves de soja à des prix au kg supérieurs d'au moins 30% à ceux pratiqués sur les marchés traditionnels.

## Tourisme

Le tourisme est l'un des secteurs économiques les plus dynamiques au monde et peut contribuer dans une large mesure à une croissance soutenue dans de nombreux PMA. Il peut stimuler et favoriser la croissance économique tout en fournissant de nouvelles sources d'emplois et de revenus, en particulier pour les femmes et les jeunes. Le CIR soutient le développement d'un tourisme durable qui profite aux communautés locales et crée des liens avec les autres secteurs, par exemple en encourageant la vente de produits locaux dans les lieux touristiques. Cette approche repose sur la promotion de l'entrepreneuriat et des petites entreprises, ainsi que sur l'autonomisation des femmes et des jeunes.



---

### Soutien du CIR en faveur du tourisme aux Îles Salomon

Le tourisme a été identifié comme un secteur clé pour ce qui est de diversifier l'économie des Îles Salomon et de réduire la dépendance à l'égard des exportations de marchandises. Les liens avec l'agriculture, la pêche et l'artisanat sont mis en avant afin de promouvoir les chaînes de valeur locales et d'assurer une source de revenus pour les femmes et les jeunes, en particulier dans les communautés rurales.

Grâce au projet du CIR en faveur du tourisme:

- le Bureau d'accueil des visiteurs des Îles Salomon a mis en place une plate forme de commerce électronique afin de faciliter la commercialisation des services des petits et moyens opérateurs, qui n'avaient jamais bénéficié d'une telle visibilité auparavant;

- une politique nationale du tourisme a été élaborée et une nouvelle législation sur le développement du tourisme a été adoptée.

Les arrivées de touristes ont considérablement augmenté, même dans les régions qui n'étaient auparavant pas touristiques:

- en 2016, le pays a accueilli 22 346 visiteurs au total, soit 3,34% de plus que l'année précédente;
- en 2016, les visiteurs ont dépensé 233 millions de dollars des Îles Salomon (environ 29,74 millions de dollars EU), soit en moyenne 190 dollars EU par visiteur et par jour.





Dans le cadre du projet, huit subventions au tourisme innovant ont été accordées en faveur de projets prometteurs dans le domaine de l'écotourisme. Dolphin View Beach, un des bénéficiaires, a reçu une subvention en 2015 pour rénover des bungalows et une cuisine et a obtenu, en partie grâce à l'aide du CIR, les résultats suivants:

- deux à trois réservations par mois en moyenne (dix nuits au total). Les visiteurs ayant séjourné à Dolphin View Beach venaient des États-Unis d'Amérique, de Nouvelle-Zélande, du Japon et de plusieurs pays européens;
- Dolphin View Beach a encouragé et soutenu le développement des services auxiliaires locaux, y compris dans les secteurs des transports, de l'agriculture, de la pêche et de l'artisanat;
- la petite communauté locale dispose désormais d'un marché permanent où les habitants vendent des produits agricoles et des produits de la mer, ainsi que des produits de l'artisanat. Les villageois fournissent également des produits alimentaires biologiques à Dolphin View Beach, qui peut ainsi s'intégrer dans une chaîne de valeur agricole;
- les emplois et revenus générés par Dolphin View Beach permettent aux habitants du village d'emmener leurs enfants à l'hôpital au lieu de compter sur les services d'une clinique mal gérée;
- des spectacles culturels sont organisés pour les touristes, ce qui a contribué à redynamiser la culture locale et à transmettre aux plus jeunes les pratiques culturelles de leurs aînés.

## Normes

Comme toutes les autres exportations dans le monde, les exportations des PMA sont visées par des mesures non tarifaires sur leurs marchés de destination. Ces mesures sont particulièrement présentes dans les secteurs qui sont d'une importance capitale pour les PMA, y compris les textiles et l'agriculture. Des mesures SPS s'appliquent généralement aux produits agricoles et à certains autres produits susceptibles de présenter des risques pour la santé du fait de la présence de contaminants. Ces mesures font augmenter le coût du commerce pour les PMA, la plupart d'entre elles étant difficiles à appliquer en raison d'un manque de connaissances techniques, d'installations de production obsolètes et d'une infrastructure de mauvaise qualité.

Le CIR aide les PMA à se conformer aux normes, en particulier aux normes SPS, en renforçant les capacités de ces pays, en élaborant les politiques et les cadres institutionnels nécessaires et en soutenant diverses initiatives axées sur les normes et fondées sur les ODD dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la santé et des écosystèmes durables.

### Respect des normes dans le secteur cambodgien de la pêche

Le secteur cambodgien de la pêche maritime emploie des milliers de personnes, mais est presque entièrement artisanal et traditionnel puisqu'il ne compte pas de grandes installations de transformation. La plupart des exportations sont effectuées de manière informelle, tandis que les exportations formelles se composent essentiellement de produits à faible valeur ajoutée. Le gouvernement cambodgien a identifié la pêche maritime comme un secteur clé pour la diversification des exportations. Ce projet financé par le CIR permettra de mieux faire comprendre les besoins du secteur des exportations de produits de la pêche maritime, y compris les besoins en matière SPS, et de mieux y répondre.

- Quatre nouvelles normes visant les crevettes, les crevettes congelées, la sauce de poisson et la chair de crabe réfrigérée et congelée ont été approuvées par le Conseil national de normalisation.
- Deux transformateurs reçoivent, à titre expérimental, une assistance technique pour la mise en conformité avec les normes SPS, le but étant que ces transformateurs deviennent aptes à l'exportation.
- Deux installations de transformation sont en train d'être rénovées conformément aux prescriptions du système HACCP et 109 personnes ont été formées à ce système.
- 79 personnes (dont plus de 60% de femmes) ont suivi trois formations sur les bonnes pratiques d'hygiène et le cadre réglementaire organisées en 2016 à l'intention des acteurs de la chaîne de valeur (pêcheurs, commerçants et transformateurs) dans les provinces côtières.



## Textiles et vêtements

Le secteur des textiles et des vêtements joue un rôle clé sur les plans économique et social car il crée des emplois et génère des revenus pour les personnes pauvres et peu instruites, essentiellement des femmes. Il peut aussi être une source importante de recettes en devises. Dans de nombreux PMA, la production de textiles et de vêtements peut jouer un rôle important dans l'industrialisation par les chaînes de valeur, conformément à plusieurs des ODD.

Le CIR soutient le secteur des textiles et des vêtements pour encourager la diversification des marchés de destination des exportations et renforcer les capacités de production du secteur. Il reconnaît que la participation du secteur privé est essentielle à la santé de ce secteur; il continuera donc de renforcer le mécanisme de coordination entre les secteurs public et privé et d'aider à la mise en place d'un cadre politique et législatif pour orienter les activités du secteur tout en garantissant la sécurité des travailleurs.

### Le pashmina au Népal

L'objectif du projet "Développement et soutien au commerce du pashmina" est de contribuer au développement économique et social en faisant augmenter les exportations de produits de la marque Chyangra Pashmina (CP). Le secteur du pashmina a été identifié comme un secteur clé dans la Stratégie nationale d'intégration du commerce.

Globalement, le projet s'est traduit par les résultats suivants:

- Renforcement des capacités et formation de 1 593 acteurs du secteur des produits de la marque CP (dont 23% de femmes) grâce à 44 interventions axées sur la commercialisation internationale, la conception et le développement de produits, le merchandising, la participation à des foires commerciales, la préparation à l'exportation et la diffusion de renseignements et de connaissances concernant le secteur.
- En 2016, les bénéficiaires ont enregistré une hausse des exportations de produits de la marque CP de 23% et une augmentation de leurs recettes totales de 21%.
- Des liens ont été établis entre les entreprises du secteur du pashmina, dont les transactions ont été facilitées, et les éleveurs de chèvres Chyangra basés dans le Mustang ont obtenu des prix plus avantageux (environ 80% de plus).
- Les entreprises fabriquant des produits de la marque CP se sont dotées de machines plus modernes pour accroître leur compétitivité, en conséquence de quoi au moins huit de ces entreprises ont augmenté leurs ventes sur les marchés cibles prioritaires.







# Exécution stratégique du programme du CIR

Les quatre premiers indicateurs de contexte du cadre logique du CIR (part des PMA dans les exportations mondiales, valeur du commerce des PMA, flux d'Aide pour le commerce à destination des PMA et investissement étranger direct (IED) dans les PMA) sont des objectifs de haut niveau en lien avec les ODD. Le CIR joue un rôle limité dans la réalisation de ces objectifs, mais en assure le suivi afin de mieux comprendre la situation générale des PMA et de savoir si ces derniers progressent en termes de commerce et d'investissement.

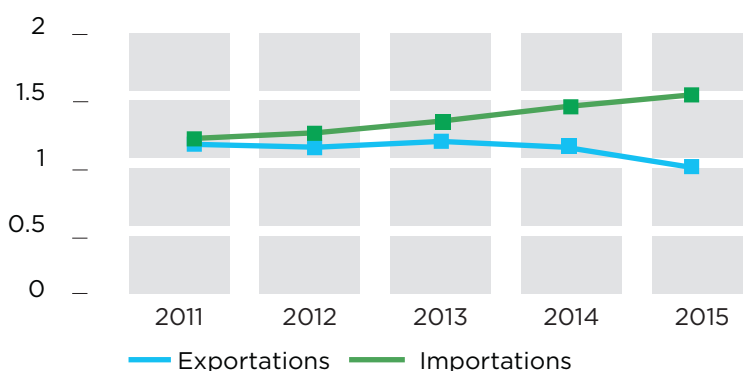
## Part des PMA dans les exportations mondiales

Le CIR aide les PMA à accroître leur part dans le commerce mondial afin d'optimiser leurs perspectives de croissance durable tout en créant des emplois, en augmentant les salaires et en faisant reculer la pauvreté.

Ces dernières années, la part des PMA dans les exportations mondiales a été très médiocre, avoisinant les 1,1%, et est même passée sous la barre des 1% en 2015. La part des PMA dans les importations mondiales a légèrement progressé en 2015, pour atteindre 1,5% (contre 1,4% en 2014).

**Figure 1: Part des PMA dans le commerce mondial (%)**

Source: Secrétariat de l'OMC.



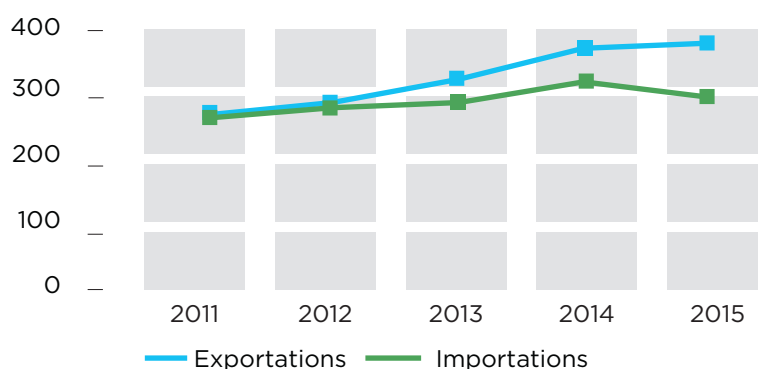
Bien que les services commerciaux jouent un rôle croissant dans le commerce mondial, la participation des PMA au commerce mondial des services reste négligeable - seulement 0,8% en 2015.

Par le passé, la croissance des exportations de services des PMA a été tirée par certains PMA asiatiques, le

Cambodge et le Myanmar figurant parmi les principales destinations touristiques. En 2015 toutefois, les exportations de services des PMA ont pour l'essentiel été réalisées par des PMA africains, en particulier grâce au rôle croissant de l'Éthiopie comme fournisseur de services de transport aérien et au rôle croissant de la Tanzanie et de l'Ouganda comme exportateurs de services touristiques.

**Figure 2: Échanges de services commerciaux des PMA (milliards de \$EU)**

Source: Estimations OMC-CNUCED-ITC.



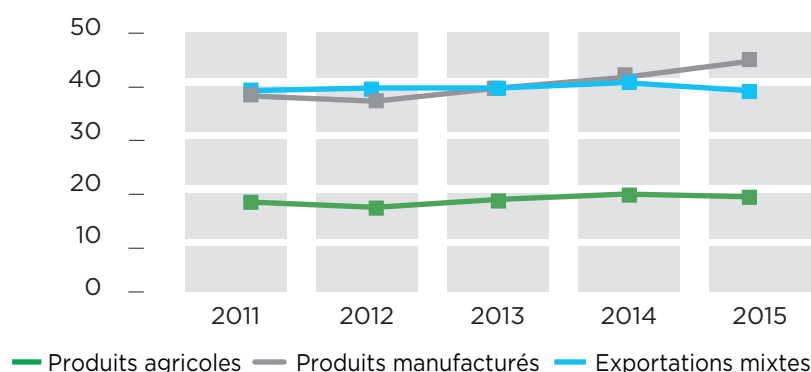
## Valeur du commerce des PMA

Parmi les PMA, ce sont les pays exportateurs de produits manufacturés qui ont enregistré le taux de croissance annuel moyen le plus élevé (6%) au cours des cinq dernières années, suivis par les pays exportateurs de produits agricoles (4%). Toutefois, les exportations

de marchandises (combustibles compris) des PMA ont baissé de 25% en valeur en 2015 en raison de la baisse des prix des combustibles et des minéraux. Les importations totales des PMA ont reculé de 9% en 2015, ce qui a entraîné un déficit record du commerce des marchandises (87 milliards de dollars EU).

**Figure 3: Valeur des exportations des PMA par sous-groupe (milliards de \$EU)**

Source: Secrétariat de l'OMC.



La baisse a été la plus prononcée pour le groupe de PMA africains et Haïti, qui dépendent des exportations de produits de base, et la moins marquée pour le groupe de PMA insulaires tournés vers l'exportation de services (tableau 1). Les importations de marchandises et de services du groupe des PMA ont aussi reculé, passant de

334 milliards de dollars EU en 2014 à 305 milliards de dollars EU en 2015. En conséquence, tous les PMA ont enregistré un déficit commercial pour les marchandises et les services; celui des PMA d'Asie a augmenté le plus rapidement avec 32,1%, tandis que celui des PMA insulaires est resté quasi inchangé.

**Tableau 1: Commerce total de marchandises et de services (millions de dollars EU courants)**

		2010	2013	2014	2015
<b>PMA</b>	Exportations	190 934	255 864	251 842	200 905
	Importations	220 519	312 908	333 518	305 083
<b>PMA africains et Haïti</b>	Exportations	138 522	183 813	175 296	131 951
	Importations	151 278	210 631	221 764	190 199
<b>PMA asiatiques</b>	Exportations	51 530	70 806	75 254	67 755
	Importations	66 416	99 218	108 666	111 888
<b>PMA insulaires</b>	Exportations	882	1 244	1 292	1 199
	Importations	2 826	3 058	3 087	2 996

Source: Calculs du Secrétariat de la CNUCED, d'après les données de la base de données UNCTADstat.

## Flux d'Aide pour le commerce à destination des PMA

Dans le cadre du programme d'Aide pour le commerce, la communauté internationale a reconnu que le CIR était le programme le plus adéquat pour fournir aux PMA un soutien sur mesure en matière de politique commerciale et une assistance technique connexe.

Cependant, disposer d'un financement stable à long terme reste une contrainte majeure pour parvenir à une croissance durable et inclusive dans les PMA. La transformation structurelle des économies des PMA se fera plus aisément si l'Aide pour le commerce atteint un niveau adéquat.

**Tableau 2: Flux d'Aide pour le commerce à destination des PMA (prix courants en millions de dollars EU)**

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Engagements</b>	52 181,89	47 166,34	63 055,35	51 977,71	56 834,93
<b>Versements</b>	49 912,72	45 867,96	54 213,55	46 952,55	46 486,28

Source: OCDE.

## IED dans les PMA

L'IED est une source de financement relativement importante pour les PMA car il peut procurer un ensemble d'avantages, parmi lesquels des compétences en gestion et des compétences techniques, des financements à l'intérieur d'un même groupe d'entreprises, des transferts

de technologie et leurs retombées, et un accès à de nouveaux marchés. Les flux d'IED vers les PMA ont augmenté d'un tiers entre 2014 et 2015, pour atteindre 35 milliards de dollars EU, ce qui a toutefois représenté encore seulement 2% des flux mondiaux d'IED.

**Tableau 3: IED dans les PMA**

		2013	2014	2015
<b>Montant (milliards de dollars EU)</b>	Flux entrants d'IED	21	26	35
	Flux sortants d'IED	8	5	3
<b>Part des flux mondiaux d'IED (%)</b>	Flux entrants d'IED	1,5	2,1	2.0
	Flux sortants d'IED	0,6	0,4	0.2

Source: CNUCED, base de données sur l'IED/les entreprises multinationales.

Les flux d'IED vers les PMA ciblent principalement les industries extractives dans les économies riches en ressources. Depuis 2011, sept exportateurs de minéraux ont été les principaux bénéficiaires des flux d'IED destinés aux PMA; toutefois, compte tenu de la pression à la baisse exercée sur les prix des produits minéraux, les IED qui leur étaient destinés ont chuté de plus de 25% et ont enregistré une croissance négative pour trois d'entre eux - République démocratique du Congo (RDC), Mozambique et Zambie. À l'opposé, la majorité des PMA exportateurs de combustibles ont enregistré une croissance positive. L'Angola est ainsi devenu le premier bénéficiaire de l'IED parmi les PMA en 2015 (8,7 milliards de dollars EU, soit une hausse de 352%). Cette remontée en Angola a plus que compensé la baisse de l'IED dans les autres PMA.

## Les flux d'investissement Sud Sud constituent une part grandissante de l'IED

Les économies en développement sont désormais d'importantes sources d'investissement dans les PMA. Les flux d'IED en provenance des pays en développement, notamment du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, ont augmenté. En termes de stocks d'IED, la Chine est devenue le premier investisseur dans les PMA, devant les États-Unis. Les projets d'investissement des entreprises chinoises et indiennes concernent en majorité les services et le secteur manufacturier, ce qui leur donne un avantage d'antériorité dans bon nombre de ces secteurs. Si cette tendance se poursuit, les entreprises multinationales des économies en développement joueront probablement un rôle plus important dans le secteur manufacturier et le secteur des services des PMA.

Aucun PMA laissé pour compte: le CIR investit dans les pays et les ressources humaines



# L'impact direct du CIR

## Les pays du CIR disposent d'un programme en matière de commerce propice à la croissance durable au profit des populations pauvres

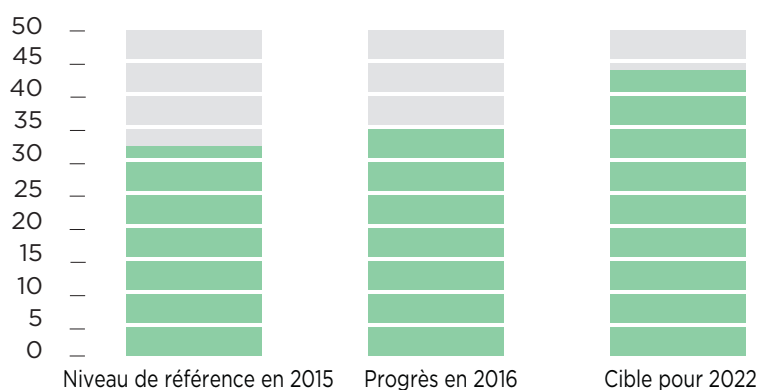
La croissance en faveur des populations pauvres donne à ces dernières les moyens à la fois de participer à la croissance économique et d'en tirer profit, et est essentielle pour la réduction de la pauvreté et le développement durable à long terme. Le CIR aide les pays à créer un environnement propice à la croissance au profit des populations pauvres, en accordant une importance particulière au développement des MPME et du secteur privé. Les secteurs employant beaucoup de personnes pauvres - notamment l'agriculture, le secteur des textiles et des vêtements et le tourisme - sont aussi abordés sous un angle favorable aux pauvres.

### Nombre de pays du CIR qui ont intégré le commerce dans leur plan national de développement (PND)

En tant que cadre général permettant de coordonner la fourniture de l'Aide pour le commerce aux PMA, le CIR aide les pays à faire du commerce un élément clé de leurs PND et de leurs documents de stratégie pour la

réduction de la pauvreté (DSRP). Le nombre de pays du CIR ayant intégré le commerce dans leurs DSRP/PND a augmenté de trois en 2016, ce qui porte son total à **35**.

**Figure 4: Nombre de pays du CIR qui ont intégré le commerce dans leur plan national de développement (PND)**

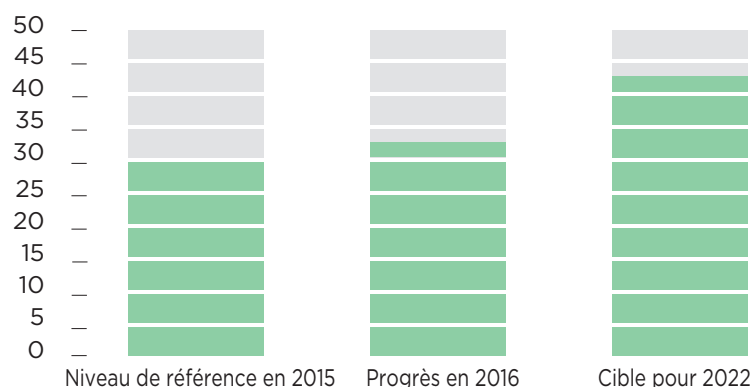


## Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes de coordination du commerce efficaces

La fourniture de l'aide est améliorée lorsque les principaux acteurs des secteurs public et privé travaillent de concert sur le programme national en matière de commerce. Les mécanismes de coordination du commerce permettent aux partenaires de développement de suivre les activités

liées au commerce et de s'assurer que les initiatives sont complémentaires, tout en évitant les doubles emplois. Fin 2016, trois pays supplémentaires ont atteint l'objectif de l'établissement de mécanismes effectifs de coordination du commerce, ce qui a porté leur nombre total à **33**.

**Figure 5: Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes de coordination du commerce efficaces**

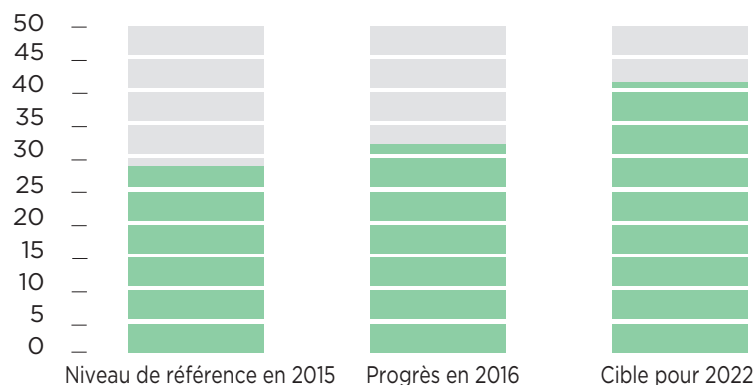


## Nombre total de stratégies sectorielles intégrant le commerce

Les pays du CIR ont intégré le commerce dans de nombreuses stratégies sectorielles, notamment pour les secteurs suivants: agriculture, tourisme, énergie, industrie, environnement, technologies de l'information et de la communication, transports, infrastructures

et MPME. Cette intégration résulte d'un niveau élevé de coordination et de collaboration entre le Ministère du commerce et d'autres ministères d'exécution. En décembre 2016, **32** pays avaient intégré le commerce dans au moins trois stratégies relatives à des secteurs productifs.

**Figure 6: Nombre total de stratégies sectorielles intégrant le commerce**



## Amélioration des contributions à l'élaboration de politiques fondées sur des éléments avérés à l'appui du commerce au profit des populations pauvres

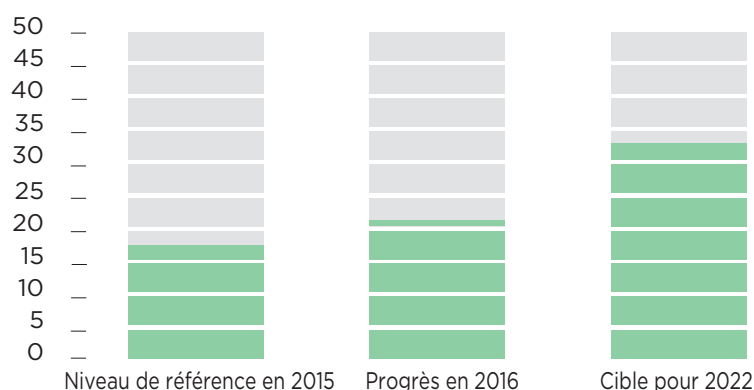
Les politiques commerciales inadéquates et obsolètes entravent grandement la capacité des PMA à faire du commerce. En réponse, le CIR finance l'élaboration de politiques commerciales, ainsi que leur actualisation, afin que ces politiques rendent compte de l'évolution de l'environnement mondial en la matière. Le CIR collabore avec les PMA pour élaborer des politiques commerciales de qualité, tout en encourageant le secteur privé et la société civile à travailler sur un programme commercial national en faveur des populations pauvres. Cette situation profite aussi bien aux responsables politiques qu'aux analystes du commerce et aux milieux d'affaires.

### Nombre de politiques commerciales de qualité actualisées avec l'aide du CIR

En 2016, 4 pays ont élaboré des politiques commerciales et/ou liées au commerce avec le soutien du CIR, ce qui porte le nombre total à 21. Ces politiques commerciales identifient les avantages compétitifs et les améliorations de la productivité nécessaires, en suivant une approche par secteur. Le CIR aide aussi à faire en sorte que le processus d'élaboration de la politique commerciale prévoie un engagement effectif des parties prenantes

et que les documents finals respectent la parité et soient au profit des populations pauvres, tout en faisant le lien avec les autres stratégies nationales adoptées officiellement. Les politiques commerciales adoptées identifient par ailleurs les principaux marchés cibles, tiennent compte des normes de qualité correspondantes et couvrent les questions relatives à la facilitation des échanges et à l'infrastructure commerciale.

**Figure 7: Nombre de politiques commerciales de qualité actualisées avec l'aide du CIR**

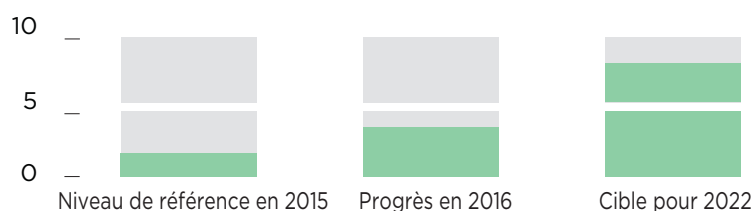


### Nombre d'actions visant à améliorer la législation et la participation à des processus et réunions en lien avec le commerce

Une des manières dont le CIR aide les PMA à devenir des acteurs plus actifs du système commercial mondial consiste à les aider à participer aux instances liées au commerce et à prendre les mesures nécessaires en vue

de leur accession à l'OMC. En décembre 2016, chaque pays avait pris en moyenne **quatre** mesures liées au commerce en rapport avec le processus d'accession à l'OMC ou l'amélioration de l'environnement politique et réglementaire national, ou encore l'intégration régionale.

**Figure 8: Nombre d'actions par pays visant à améliorer la législation et la participation à des processus et réunions en lien avec le commerce**

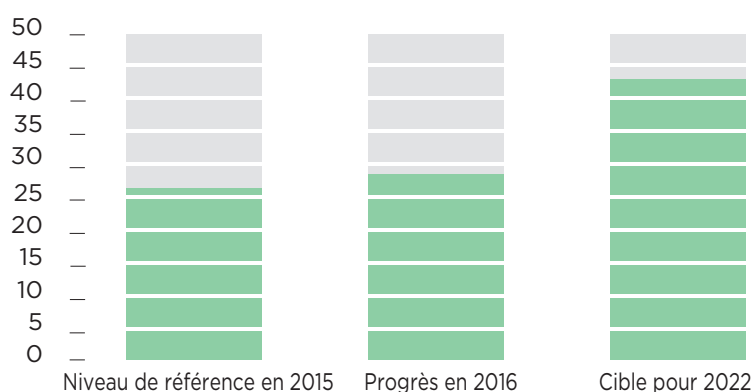


### Nombre d'études diagnostiques effectuées/mises à jour avec l'aide du CIR

L'étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC) est au cœur du partenariat du CIR. Le processus de l'EDIC permet aux pays d'analyser leur secteur commercial, notamment les questions telles que les perspectives macroéconomiques, les réformes potentielles touchant les entreprises et la réglementation, le commerce des services, la facilitation

des échanges, le protectionnisme et la compétitivité. Il est indispensable d'utiliser l'EDIC de façon effective afin que les PMA disposent d'une stratégie clairement définie pour intégrer le commerce dans leur PND/DSRP et identifient les projets susceptibles d'être financés qui sont conformes aux priorités identifiées. À ce jour, **29** pays ont réalisé de telles études.

**Figure 9: Nombre d'études diagnostiques effectuées/mises à jour avec l'aide du CIR**



## Renforcement de la coordination institutionnelle du commerce et du développement

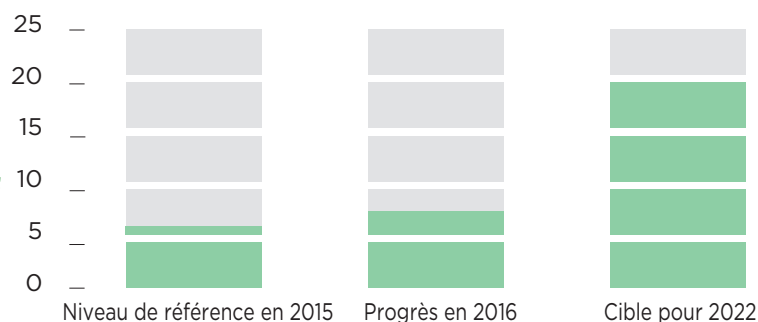
Le CIR est résolu à faire en sorte que ses résultats perdurent après la fin du programme en 2022, et insiste donc sur la nécessité d'une coordination entre toutes les parties prenantes, y compris les autres partenaires de développement.

### Nombre de pays du CIR dans lesquels les unités nationales de mise en œuvre du CIR (UNMO) sont intégrées aux structures gouvernementales

Le CIR apporte son soutien à une équipe principale dans chaque pays, travaillant dans les locaux du Ministère du commerce et chargée de la coordination de l'Aide pour le commerce. Cette équipe principale définit un plan de travail annuel pour le développement des capacités au sein du ministère chargé du commerce et d'autres ministères d'exécution liés au commerce, ainsi que dans

le secteur privé. L'objectif est que ces équipes soient pleinement intégrées dans les Ministères du commerce et financées au titre du budget ordinaire de l'État, afin d'assurer la durabilité des résultats après expiration du programme de soutien technique et financier du CIR. En décembre 2016, **huit** équipes principales étaient pleinement intégrées dans les Ministères du commerce.

**Figure 10: Nombre de pays du CIR dans lesquels les unités nationales de mise en œuvre du CIR (UNMO) sont intégrées aux structures gouvernementales**

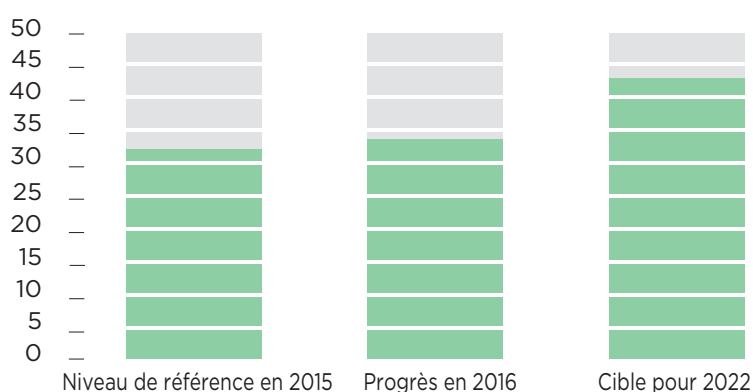


## Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes de coordination public privé efficaces et de qualité

En 2016, **34** pays du CIR ayant des projets de soutien aux arrangements nationaux de mise en œuvre (ANMO) au titre de la catégorie 1 disposaient de mécanismes de consultation public privé de haut niveau pour dialoguer sur les questions de politique commerciale. Un très bon

mécanisme de consultation entre les secteurs public et privé implique un dialogue fréquent sur les questions liées au commerce et une grande participation du secteur privé à la prise de décisions ainsi qu'à la formulation et à la mise en œuvre des politiques commerciales.

**Figure 11: Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes de coordination public privé efficaces et de qualité**

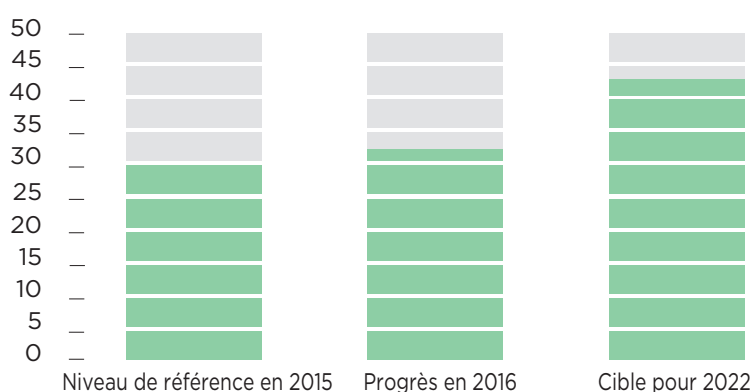


## Nombre de pays du CIR dans lesquels un dialogue est engagé entre le gouvernement et les donateurs sur des questions liées au commerce

Le CIR soutient la mise en place de mécanismes de coordination entre le gouvernement et les donateurs sur les questions liées au commerce. En 2016, **32** pays disposaient de mécanismes de coordination très efficaces entre le gouvernement et les donateurs, faisant

intervenir des représentants des donateurs et de hauts fonctionnaires du secteur public qui se réunissent au moins deux fois par an pour coordonner les interventions des donateurs sur les questions de politique commerciale. Ces mécanismes permettent d'établir des synergies au niveau des actions du gouvernement et des donateurs relatives aux questions commerciales, et peuvent mener à l'élaboration de projets ayant des objectifs communs liés au programme national en matière de commerce.

**Figure 12: Nombre de pays du CIR dans lesquels un dialogue de qualité est engagé entre le gouvernement et les donateurs sur des questions liées au commerce**



## Renforcement des ressources humaines pour le commerce et le développement

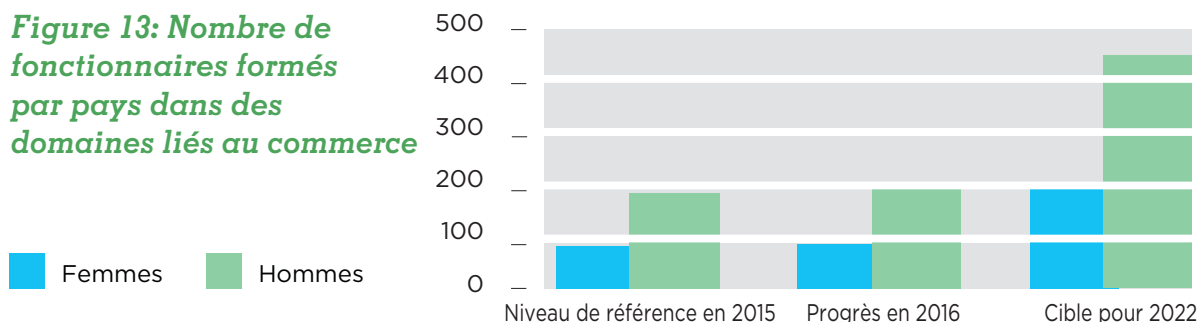
Plusieurs contraintes aux niveaux des institutions et des ressources continuent d'entraver la capacité des PMA à élaborer et à mettre en œuvre des interventions en faveur du développement lié au commerce. Le renforcement des capacités joue un rôle crucial pour aider à éliminer ces contraintes, et constitue par conséquent un pilier essentiel du soutien du CIR.

### Nombre de fonctionnaires formés dans des domaines liés au commerce

D'après les plans de développement des capacités nationales élaborés dans le cadre de processus nationaux de consultation, **286** fonctionnaires par pays ont reçu une formation sur les questions liées au commerce en 2016. Les questions traitées étaient notamment les

suivantes: la formulation des politiques, la mise en œuvre de réformes, la facilitation des échanges, l'intégration du commerce, l'intégration de la dimension genre, la gestion de projet et le suivi des résultats. En moyenne, **30% des personnes ayant suivi cette formation étaient des femmes.**

**Figure 13: Nombre de fonctionnaires formés par pays dans des domaines liés au commerce**

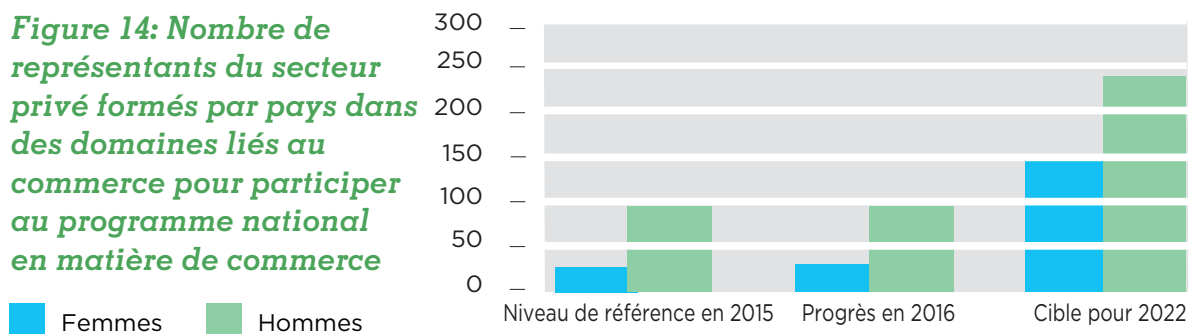


### Nombre de représentants du secteur privé formés dans des domaines liés au commerce pour participer au programme national en matière de commerce

Une stratégie de lutte contre la pauvreté et un partenariat pour le développement commercial ne peuvent donner de résultats positifs que s'ils sont mis en place sur la base

d'une participation solide du secteur privé. La création des capacités nécessaires dans le secteur privé est essentielle pour les interventions du CIR au niveau des pays. En moyenne, **125** représentants du secteur privé par pays ont reçu une formation dans des domaines liés au commerce en 2016, notamment les suivants: facilitation des échanges, chaînes de valeur, mesures SPS, normes et qualité, développement des MPME et fiscalité.

**Figure 14: Nombre de représentants du secteur privé formés par pays dans des domaines liés au commerce pour participer au programme national en matière de commerce**

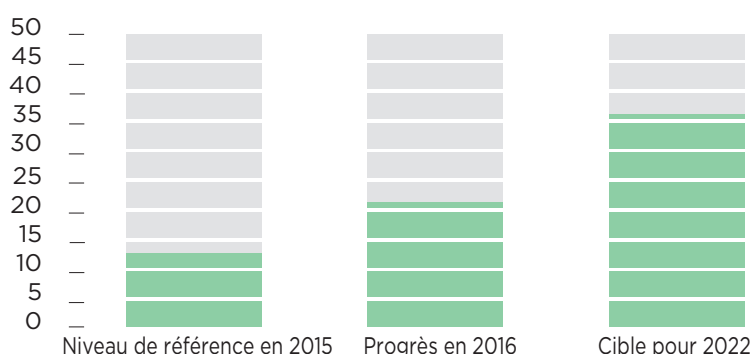


## Nombre de pays du CIR qui disposent d'outils de communication de renseignements de qualité pour les diverses parties prenantes

La communication de renseignements et de résultats est un élément essentiel de la réussite du CIR. L'objectif consiste à identifier les parties prenantes du secteur public comme du secteur privé, y compris les utilisateurs finals, et à établir un dialogue avec elles, afin de mieux leur faire connaître le CIR et de les encourager à participer

au programme de développement du commerce et à ses projets connexes. En 2016, alors que tous les pays du CIR communiquaient des renseignements sur le CIR, **22** d'entre eux avaient activement recours pour ce faire à divers outils tels que les sites Web, les réseaux sociaux, les bulletins d'information, les publications, l'échange de renseignements, les réunions et les foires commerciales.

**Figure 15: Nombre de pays du CIR qui disposent d'outils de communication de renseignements de qualité pour les diverses parties prenantes**



## Les pays du CIR renforcent leur présence sur les marchés internationaux

Les ODD préconisent le doublement des exportations des PMA. La réalisation de cet objectif repose sur deux grands éléments: l'accroissement de la capacité de production et l'amélioration des conditions d'accès aux marchés pour les PMA. Ces deux éléments sont étroitement liés, car même si les conditions d'accès aux marchés sont idéales, un pays ne peut en profiter que si sa capacité de production permet de répondre aux besoins de marchés internationaux de plus en plus exigeants. Le CIR aide les PMA à améliorer leur accès aux marchés en respectant les prescriptions liées à la capacité de production, par exemple les mesures non tarifaires.

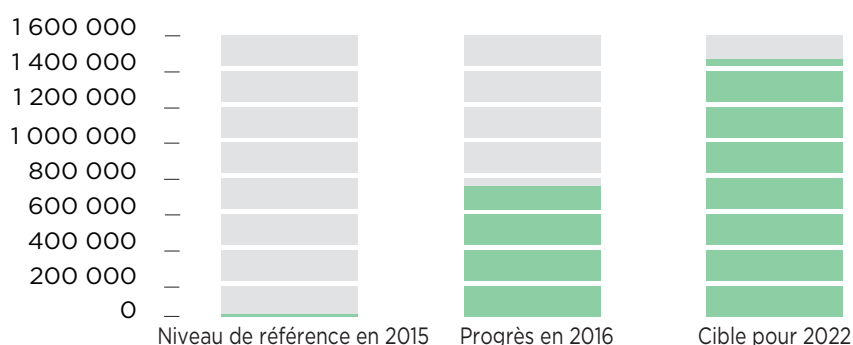
## Volume de la production générée grâce aux interventions du CIR

Si tous les partenaires de développement sont prêts à aider les PMA à accroître leur part dans le commerce mondial, le CIR axe ses efforts en ce sens sur le soutien aux petites exploitations agricoles et aux MPME. En 2016, les pays du CIR ont déclaré avoir produit **760 000 TM** de onze produits différents dans le cadre de projets de

Catégorie 2; le riz, les graines de sésame, le gingembre, les noix de cajou et les arachides constituaient l'essentiel de la production. La production totale n'est certes pas un bon indicateur de la productivité, mais elle donne un aperçu du panier de produits pour lesquels le CIR apporte son soutien et représente un moyen de suivi des niveaux de production.



**Figure 16: Volume de la production générée grâce aux interventions du CIR**

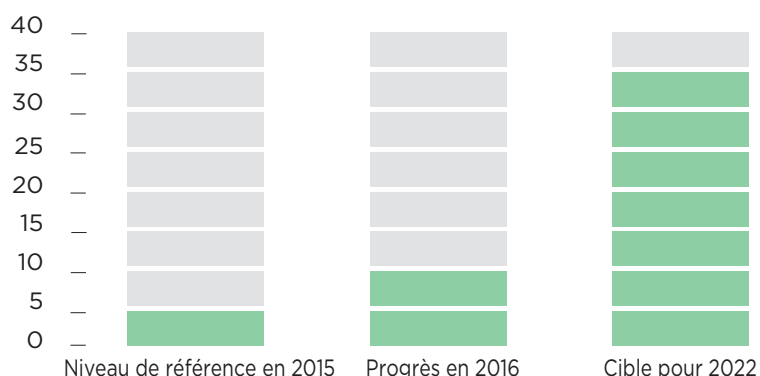


### Nombre de nouveaux marchés internationaux pénétrés avec l'aide du CIR

Les marchés pénétrés concernent tous les nouveaux contrats de vente ou d'exportation signés dans le cadre

de projets financés par le CIR et ayant donné lieu à des exportations. En 2016, 14 pays ont déclaré avoir exporté grâce au soutien du CIR, et **10** nouveaux marchés ont été pénétrés.

**Figure 17: Nombre de nouveaux marchés internationaux pénétrés avec l'aide du CIR**



## Soutien accordé aux bénéficiaires du CIR, en particulier aux femmes et aux jeunes, pour leur permettre de participer aux initiatives du CIR en matière de renforcement des capacités

### Nombre total de personnes recevant une formation liée au commerce de qualité en vue de mieux participer à l'économie

Si le CIR soutient le renforcement des capacités commerciales dans les ministères d'exécution chargés du commerce, il offre également des possibilités de formation à d'autres citoyens, et plus particulièrement aux

femmes et aux jeunes. Rien qu'en 2016, **820** personnes au total par pays ont suivi diverses formations liées au commerce, dont 30% étaient des femmes. Au cours de la Phase Deux du CIR, les pays seront encouragés à faire en sorte qu'au moins **30% des bénéficiaires de toutes les formations liées au commerce soient des femmes.**

**Figure 18: Nombre total de personnes par pays recevant une formation liée au commerce de qualité en vue de mieux participer à l'économie**



### Nombre d'activités de sensibilisation menées sur le thème des femmes et de l'environnement dans le contexte du commerce

L'intégration de l'égalité hommes femmes et des considérations environnementales est une priorité permanente du CIR. Aux stades de la conception et de l'évaluation des futurs projets, il est demandé d'indiquer comment le projet traitera ces deux dimensions. Le choix

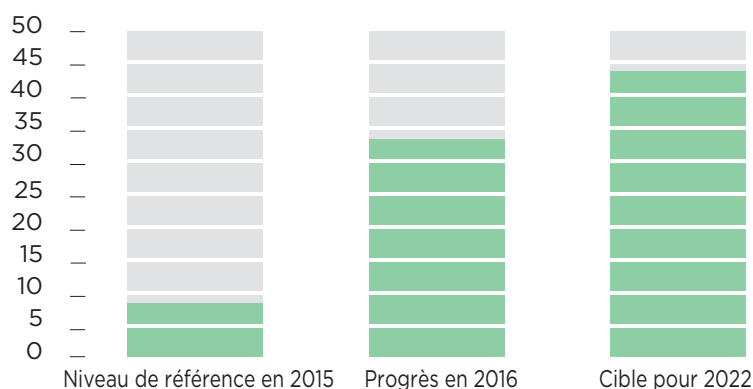
des projets prioritaires découle de consultations étroites avec les principales parties prenantes dans le pays et tient compte de la contribution potentielle de ces projets à la croissance des exportations et de leur impact sur l'allègement de la pauvreté, l'autonomisation économique des femmes et la protection de l'environnement.

### Égalité hommes femmes

L'expansion du commerce favorise la croissance et offre à tous de nouvelles possibilités, mais elle touche de façon différente les hommes et les femmes. Les femmes peuvent tirer avantage du commerce si les secteurs dans lesquels elles sont principalement actives se développent ou si on leur donne les moyens de participer à de nouveaux secteurs qui se développent grâce au commerce. Il faut donc des politiques bien conçues en matière de commerce et de développement qui offrent aux femmes et aux hommes des possibilités égales d'accéder aux avantages offerts par le commerce.

Reconnaissant que les femmes peuvent beaucoup contribuer à la croissance économique et au recul de la pauvreté, le CIR veille à ce qu'une perspective incluant les femmes soit incorporée dans la conception et la mise en œuvre des programmes liés au commerce dans les PMA, afin que les résultats soient plus équitables et plus avantageux pour tous. En 2016, **33** activités liées au genre ont été signalées au total, portant sur des questions telles que l'égalité hommes femmes, l'autonomisation économique des femmes, l'égalité d'accès aux ressources des projets et le développement des capacités.

**Figure 19a: Nombre d'activités de sensibilisation menées sur le thème des femmes dans le contexte du commerce**

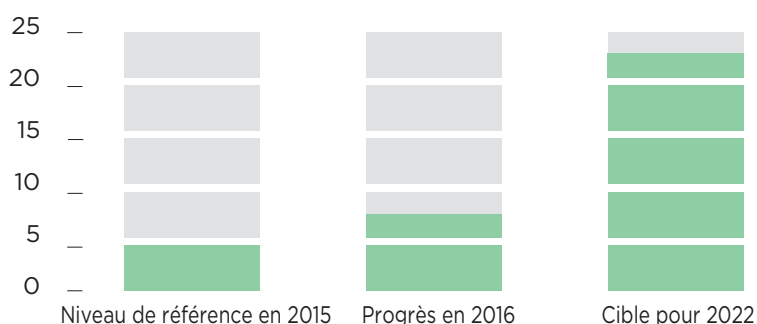


## Environnement

Pour que la croissance soit durable du point de vue environnemental, il faut des politiques publiques et des cadres réglementaires adéquats qui guident le processus de croissance et protègent l'environnement, afin que les retombées de la croissance parviennent jusqu'aux personnes les plus pauvres et les plus vulnérables. C'est pourquoi le CIR soutient les projets de développement du commerce qui sont écologiquement viables et comprennent des stratégies de réduction de

la pauvreté. Il est ainsi nécessaire d'estimer les effets sur l'environnement des projets financés par le CIR et de mettre en œuvre les mesures d'atténuation nécessaires. En moyenne, **huit** types d'activités de sensibilisation aux questions environnementales ont été organisés par les trois pays (Tchad, Mali, Niger) qui ont des projets liés à l'environnement, sur des questions telles que le changement climatique, la protection de l'environnement, la déforestation, la dégradation des sols et l'érosion du sol.

**Figure 19b: Nombre d'activités de sensibilisation menées sur le thème de l'environnement dans le contexte du commerce**

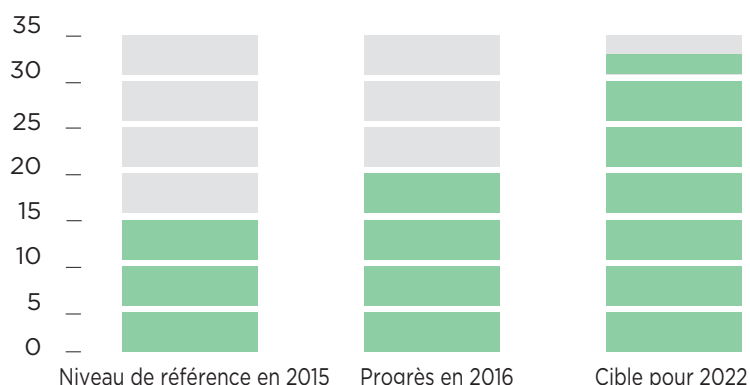


### Pourcentage de femmes parmi les bénéficiaires directs des projets

Le CIR encourage la diversification de l'économie grâce au développement du secteur privé, y compris grâce à une perspective explicite d'égalité hommes femmes, en soulignant l'importance des femmes qui sont de petites productrices ou qui ont des petits commerces ou des petites entreprises dans l'économie nationale. Le besoin de créer des emplois pour les femmes, de promouvoir

l'entrepreneuriat féminin et d'élever le niveau de vie des femmes est un facteur motivant qui sous tend les projets soutenus par le CIR. Ainsi, en 2016, **20%** environ des bénéficiaires directs des projets étaient des femmes, contre 15% en 2015, et ce chiffre atteignait 60% pour certains projets.

**Figure 20: Pourcentage de femmes parmi les bénéficiaires directs des projets**



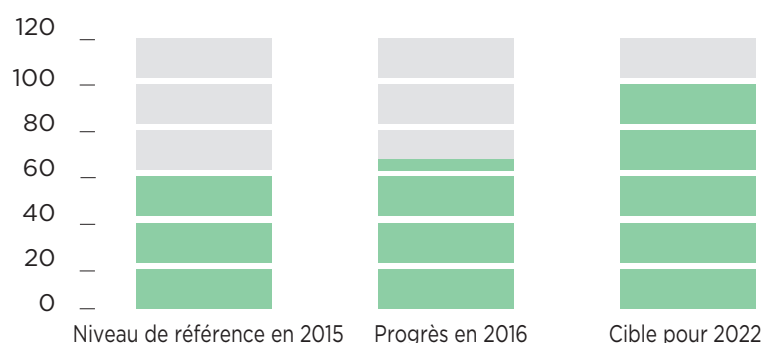
## Soutien accordé pour développer les capacités de production et accéder aux marchés internationaux

### Nombre d'associations de producteurs formées aux pratiques relatives aux chaînes de valeur

Le CIR soutient le développement des capacités de production dans le secteur agricole car celui-ci a un effet multiplicateur le long de la chaîne de valeur - production, commercialisation, logistique, transformation, emballage et distribution - qui peut avoir globalement de fortes répercussions sur la croissance et la réduction de la pauvreté. Pour des raisons similaires, le CIR soutient les secteurs de la pêche et du tourisme pour promouvoir

les chaînes de valeur locales et assurer une source de revenus aux femmes et aux jeunes, en particulier dans les collectivités rurales. En 2016, **66** associations de producteurs ont bénéficié d'une formation sur les pratiques relatives aux chaînes de valeur, notamment sur l'emballage, le stockage, la logistique, la transformation, la qualité des produits, les normes et la réduction des pertes après récolte. Au total, 10 039 hommes, 5 271 femmes et 928 jeunes ont participé à l'une au moins de ces formations.

**Figure 21: Nombre d'associations de producteurs formées aux pratiques relatives aux chaînes de valeur**

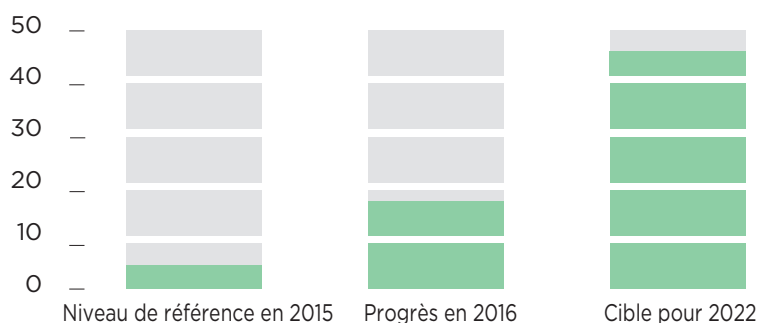


### Nombre de nouvelles technologies adoptées dans le cadre de projets soutenus par le CIR

Le CIR encourage l'évolution technologique en tant que moteur de la productivité et de la croissance économique à long terme, en particulier dans le secteur agricole. En 2016, **17** types de nouvelles technologies ont été présentés aux producteurs, notamment des variétés végétales pour l'agriculture, de nouvelles machines et

des méthodes de transformation. Même si cela peut prendre du temps selon les connaissances et l'expérience des participants, on s'attend à ce que 8 210 hommes et 6 900 femmes auxquels ces nouvelles technologies ont été présentées adoptent au moins l'une d'entre elles au fil du temps.

**Figure 22: Nombre de nouvelles technologies adoptées dans le cadre de projets soutenus par le CIR**

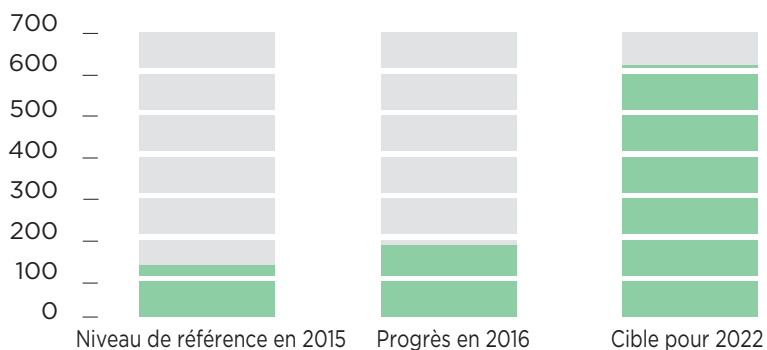


### Nombre de MPME qui bénéficient d'un soutien dans le cadre des projets du CIR

Le CIR aide les gouvernements des PMA à instaurer un environnement propice au commerce et accorde de petits dons ayant un effet de catalyseur pour la mise en œuvre des projets favorables à la croissance des MPME. Ces projets permettent aux MPME de créer des emplois

dans les secteurs à forte intensité de main d'œuvre, notamment l'agro industrie, les services dans le secteur touristique et le secteur des textiles et des vêtements, qui emploient tous une grande proportion de femmes. Rien qu'en 2016, **189** MPME ont reçu un soutien dans le cadre des projets financés par le CIR.

**Figure 23: Nombre de MPME qui bénéficient d'un soutien dans le cadre des projets du CIR**



## Soutien accordé aux pays du CIR pour mobiliser des fonds additionnels

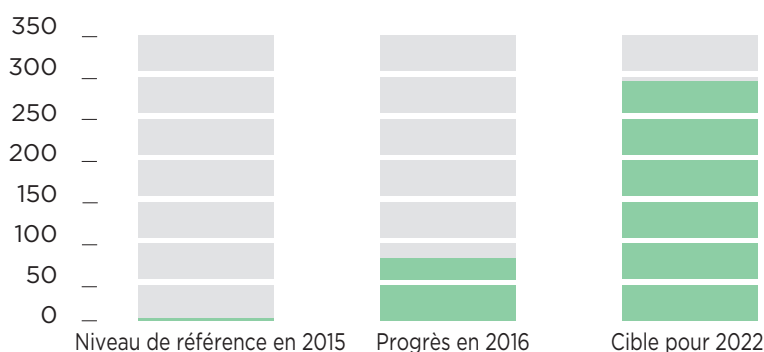
Confrontés à plusieurs difficultés pour améliorer la productivité et participer pleinement au commerce mondial, les PMA ont besoin d'un soutien spécial et ciblé de la communauté internationale afin d'obtenir les ressources nécessaires, tant techniques que financières, des partenaires de développement nationaux et étrangers. Ce soutien est essentiel pour améliorer l'efficacité dans les PMA tributaires des produits de base. Le CIR donne accès à des ressources de donateurs traditionnels et non traditionnels.

### Nombre de mesures prises par tous les partenaires du CIR pour contribuer à mobiliser des financements et de l'expertise

L'un des grands axes stratégiques du CIR consiste à aider les PMA à mobiliser des ressources pour soutenir leur programme commercial. Reconnaisant que le CIR devrait servir de catalyseur, les gouvernements des PMA se servent du mécanisme du CIR pour mobiliser des ressources techniques et financières auprès du secteur privé et d'autres partenaires de développement. Par ailleurs, ils ne se cantonnent plus aux sources de financement traditionnelles et exploitent désormais la coopération Sud Sud et la coopération triangulaire. Rien

qu'en 2016, **75** actions ont été menées par 30 pays pour accéder à des ressources additionnelles destinées à soutenir le programme national en matière de commerce. Les actions les plus courantes consistaient notamment à organiser des rencontres avec les donateurs pour leur communiquer la matrice des actions de l'EDIC, à élaborer des programmes à moyen terme pour la mise en œuvre des matrices des actions de l'EDIC, à organiser des tables rondes pour favoriser les annonces de contributions en faveur des programmes à moyen terme et à élaborer des propositions de développement conjointement avec les partenaires de développement.

**Figure 24: Nombre de mesures prises par tous les partenaires du CIR pour contribuer à mobiliser des financements et de l'expertise**

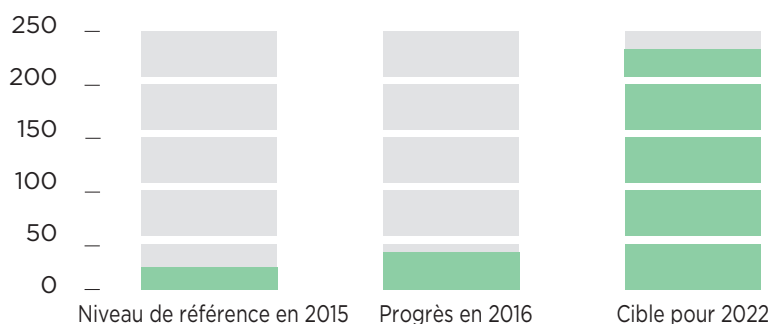


### Nombre de projets financés par les donateurs liés à la matrice des actions de l'EDIC

La mise en œuvre des projets prioritaires de la matrice des actions de l'EDIC est essentielle à la réalisation des programmes nationaux en matière de commerce. Le CIR aide les PMA à formuler des projets compétitifs susceptibles d'être financés par des donateurs. Certains PMA utilisent le processus du CIR pour mettre des

fonds en commun pour la mise en œuvre de leur EDIC. Ces fonds sont en principe coordonnés par le ministère responsable du commerce, en collaboration avec d'autres ministères d'exécution tels que les Ministères des finances, de l'agriculture et du tourisme. En 2016, **35** de ces projets ont fait l'objet d'un financement.

**Figure 25: Nombre de projets financés par les donateurs liés à la matrice des actions de l'EDIC**

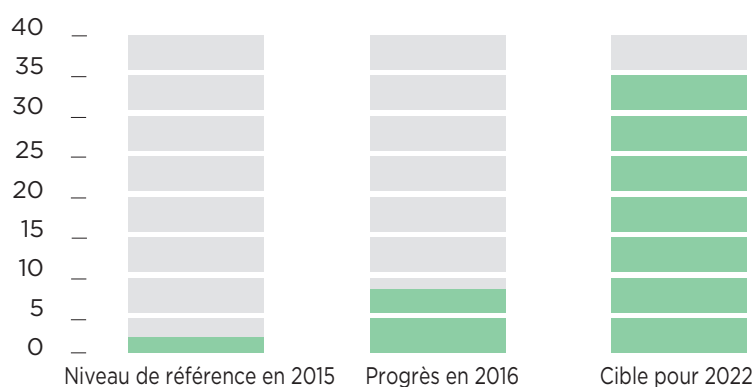


### Nombre de projets soutenus par le CIR et cofinancés en grande partie

Pour réduire la dépendance à l'égard des fonds du CIR, améliorer l'appropriation par les pays et renforcer le partenariat du CIR, les gouvernements des PMA ont recouru à plusieurs types d'accords de cofinancement

pour mettre en œuvre leurs matrices des actions de l'EDIC. En 2016, **huit** de ces accords de financement étaient en place.

**Figure 26: Nombre de projets soutenus par le CIR et cofinancés en grande partie**





Handwritten notes on a blue tag attached to the sacks, including the word "books" and a circled number "7".





# Renforcer la participation du secteur privé en faveur d'une croissance inclusive et de la création d'emplois

Compte tenu du pouvoir de transformation de l'accroissement de la productivité sous l'impulsion du secteur privé, la recherche des moyens de mobiliser le savoir faire, les capacités productives et les ressources financières du secteur privé en faveur du développement figure au premier plan du programme du CIR. Pour encourager un secteur privé dynamique, le CIR apporte un soutien aux pays partenaires afin de créer un climat propice à l'activité commerciale, d'investir dans les infrastructures et de faciliter le développement des MPME au moyen de l'assistance technique. Même si la création d'un environnement propice à la croissance du secteur privé incombe aux gouvernements des PMA, le CIR aide ces gouvernements et les partenaires de développement à orienter le secteur privé vers des activités qui contribuent à une croissance plus inclusive et plus respectueuse de l'environnement.

Le CIR concentre ses efforts de développement du secteur privé sur le potentiel gagnant gagnant de la promotion des producteurs pauvres et des MPME. Il s'agit d'encourager le secteur privé à investir dans des secteurs productifs qui favorisent le développement durable d'entreprises au profit des populations pauvres; à faciliter l'intégration des producteurs pauvres et des MPME dans les chaînes de valeur clés; et à améliorer les infrastructures politiques et institutionnelles pour un développement inclusif du marché. Ce faisant, le CIR espère que les économies des PMA deviendront assez dynamiques pour créer des emplois qui permettront de réduire la pauvreté.

## **Les femmes et les MPME: acteurs du changement pour le développement du secteur privé**

Dans la plupart des PMA, les MPME constituent l'essentiel du secteur privé et sont donc une source importante de création d'emplois, en particulier pour les femmes. Cependant, il est très difficile pour les MPME d'étendre leurs activités, notamment en raison de réglementations commerciales inefficaces, d'une technologie inadaptée, du manque de compétences techniques et entrepreneuriales, et d'un accès limité au financement. En outre, la plupart d'entre elles mène leurs activités sur des marchés informels, caractérisés par une faible productivité et des produits qui n'atteignent pas forcément le seuil de qualité requis pour les marchés internationaux.

Le CIR est exceptionnellement bien placé pour inciter les gouvernements des PMA, les donateurs et les autres partenaires de développement à créer des conditions permettant aux MPME, et en particulier aux MPME dirigées par des femmes, de se développer. Grâce à des incitations et à un soutien appropriés, les MPME dirigées par des femmes peuvent créer des possibilités d'augmentation des revenus dans les secteurs qui emploient une grande proportion de femmes, dont l'agro industrie, le tourisme et les textiles et vêtements. Les MPME dirigées par des femmes peuvent aussi jouer un rôle crucial dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) relatifs à l'égalité des sexes.

### **Samoa - Women in Business Development**

Soucieuse de respecter la culture samoane, la Women in Business Development Incorporated (WIBDI), qui est l'un des exécutants des projets aux côtés des Ministères des finances, du commerce, de l'industrie et du travail, a opté pour une approche familiale afin de ne pas provoquer un déséquilibre dans les relations de pouvoir au sein des structures familiales, et de promouvoir ainsi la cohésion familiale et la transmission intergénérationnelle des savoir faire, nouveaux et traditionnels. Présente dans 183 villages samoans au sein de ménages représentant plus de 11 568 personnes, dont 43% de femmes et 57% d'hommes (statistiques WIBDI 2015), la WIBDI encourage les femmes à assumer des rôles moteurs en tant que dirigeantes, formatrices et recruteuses dans les villages. Les mères sont aussi encouragées à transmettre à leurs filles leurs savoir faire traditionnels dans la fabrication des objets de l'artisanat traditionnel.

Par ailleurs, la WIBDI a expédié deux cargaisons de cacao vers l'Australie, et d'autres expéditions sont prévues. L'Australie, en mettant au point une barre chocolatée fabriquée à partir de fèves de cacao provenant exclusivement du Samoa, a ainsi vivement encouragé la participation de la communauté locale à la chaîne de valeur. S'agissant de la noix de coco, la WIBDI a ouvert de nouveaux marchés pour l'huile de noix de coco vierge biologique, qui est exportée pour Body Shop en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et aux États-Unis.



## ***Rôle central de la coopération Sud Sud et de la coopération triangulaire dans le développement du secteur privé***

Compte tenu du rôle central du CIR en tant que plate forme permettant d'accroître les effets du commerce sur le développement dans les PMA, il est possible de renforcer la collaboration Sud Sud et la coopération triangulaire de différentes manières, notamment au moyen de contributions au Fonds d'affectation spéciale pour le CIR (FASCIR) pour la mise en œuvre de programmes, d'un financement mixte au niveau national ou d'un financement bilatéral en utilisant le mécanisme du CIR sur le terrain. Il est également possible de coopérer plus étroitement avec le programme, de collaborer au niveau national dans le cadre de plusieurs programmes bilatéraux et de faire mieux connaître les possibilités d'exportation pour les entreprises et les PMA.

### **Partenaires du Rwanda en matière de commerce transfrontières**

Conscient de la nécessité du commerce transfrontières pour l'économie du pays et du fait qu'il s'agit d'un outil particulièrement important dans la lutte contre la pauvreté ayant des effets concrets sur la situation des femmes, le Rwanda a mis au point une stratégie nationale sur le commerce transfrontières (NCBTS 2012 2017). Un projet financé par le CIR soutient la mise en œuvre de la NCBTS en cohérence avec les autres partenaires sur le terrain, y compris TradeMark East Africa (TMEA) et la Banque mondiale. En soutenant la NCBTS, le CIR a participé au financement d'études de faisabilité concernant l'infrastructure commerciale transfrontières pour six districts ayant une frontière avec trois autres pays du CIR (Burundi, Ouganda et République démocratique du Congo). Pour mettre en œuvre ce projet, le Rwanda a contribué à hauteur de 1 600 154 dollars EU (978 877 dollars EU du gouvernement central et 621 227 dollars EU des administrations des districts). Outre le projet du CIR, environ 50 millions de dollars EU sont investis dans des projets relatifs au commerce transfrontières par d'autres donateurs, dont la Banque mondiale, TMEA, l'Union européenne, la Banque africaine de développement, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et ONU Femmes.














## Le rôle central du partenariat du CIR en tant que catalyseur du développement du secteur privé

Le bon fonctionnement du partenariat du CIR est crucial pour la capacité du programme de produire des résultats en termes de développement et d'aider à réaliser les objectifs du partenariat en matière d'ODD. Cette approche partenariale repose sur la conviction que le programme doit faire l'objet d'un effort concerté au niveau international et exploiter d'autres ressources au delà du CIR pour réaliser pleinement son potentiel afin de mieux intégrer les PMA dans le système commercial mondial. L'une des caractéristiques fondamentales qui distingue le CIR est le fait qu'il reconnaît aux partenaires - PMA, donateurs et organisations internationales participantes - un rôle et une responsabilité spécifiques dans la réalisation des objectifs fixés, y compris celui d'impliquer le secteur privé dans le développement des entreprises.

Dès lors, en se fondant sur les expériences et les leçons tirées de la Phase Un du CIR et sur la nécessité de renforcer encore les capacités des MPME, la Phase Deux du CIR revitalise le partenariat pour intensifier la participation du secteur privé. Le CIR accroît sa collaboration avec les banques régionales de développement, dont la Banque asiatique de développement et la Banque africaine de développement, les communautés économiques régionales, dont la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), et TMEA. Il collaborera également davantage avec les partenariats Sud Sud et triangulaires, ainsi qu'avec des organismes philanthropiques et entreprises qui ont donné des gages de leur volonté d'investir dans les PMA.

En 2016, des ateliers de renforcement des capacités ont été prévus et mis en œuvre pour les PMA de la région Asie Pacifique en partenariat avec les organismes et les gouvernements suivants:

Hôte/lieu	Partenaires
<p><b>Le gouvernement de Vanuatu</b> Port Vila, Vanuatu</p> 	    
<p><b>UNESCAP</b> Bangkok, Thaïlande</p> 	   

Quarante-deux représentants de 15 pays ont participé à ces deux ateliers régionaux du CIR.

Parmi les participants, 97% ont indiqué que le contenu correspondait bien à leurs attentes et aux objectifs des ateliers. Les sujets traités comprenaient le nouveau cadre du programme du CIR, le nouveau cadre logique et la gestion des risques, la présentation des résultats, le nouveau système d'information de gestion, l'intégration de la question du genre, de la réduction de la pauvreté et de la protection de l'environnement dans la planification et la gestion des projets. Les participants ont également abordé

des questions liées au commerce telles que l'intégration régionale et les chaînes de valeur, le commerce des services et comment lier commerce et ODD.

Les participants ont estimé qu'il fallait mobiliser davantage de ressources pour pérenniser le programme. À cet égard, ils se sont accordés sur la nécessité de sensibiliser leurs gouvernements afin qu'ils s'engagent davantage en faveur du programme, d'impliquer les parties prenantes au plus haut niveau et de sensibiliser les facilitateurs des donateurs du CIR sur leur rôle dans la mobilisation des ressources.

## **Aide, investissement et commerce: une nouvelle forme de mobilisation des ressources pour le développement du secteur privé**

Ces dernières années, il est devenu de plus en plus manifeste qu'aide, commerce et investissement étaient intrinsèquement liés et formaient un cercle vertueux. L'aide encourage les réformes économiques et stimule l'investissement intérieur, ce qui permet d'accroître la capacité des PMA de faire du commerce et d'élargir leur accès aux marchés. Le développement des échanges crée de plus grandes possibilités d'investissement qui stimulent à leur tour les échanges, enclenchant ainsi le cercle vertueux.

L'un des grands axes stratégiques du CIR consiste à aider les PMA à mobiliser des ressources pour soutenir leur programme commercial. **Le CIR devant servir de catalyseur**, les PMA relèvent pour leur part ce défi en recourant au mécanisme du CIR afin de mobiliser un financement et de l'expertise pour leur programme de développement du commerce, et en combinant les fonds du CIR à d'autres ressources des secteurs public et privé, procédé connu sous le nom de **"mixage"**. Plusieurs configurations sont possibles, associant par exemple les fonds du CIR avec ceux des États, des donateurs bilatéraux, des organisations participantes ou du secteur privé.

### **Financement mixte du CIR en faveur du secteur privé au Samoa**

Le Programme d'appui au secteur du commerce du **Samoa** a un budget total de près de 4 millions de dollars EU. La contribution du gouvernement du Samoa s'élève à 11% du budget et celle du secteur privé, par l'intermédiaire de la Chambre de commerce, à 12% des ressources, le reste étant fourni par le FASCIR. Le projet porte principalement sur le renforcement de la collaboration entre le plus gros producteur de produits agricoles du Samoa, qui appartient à l'État, les associations professionnelles et les coopératives de femmes, dans le but d'ajouter de la valeur aux exportations de cacao et de noix de coco. Il renforce également les politiques du secteur commercial afin d'encourager la participation du secteur privé dans la production et l'exportation.



## Participation aux chaînes de valeur mondiales pour renforcer le rôle du secteur privé

L'évolution des activités commerciales internationales, en particulier l'expansion des chaînes de valeur régionales et mondiales, offre de nouvelles possibilités aux PMA. Les entreprises peuvent à présent segmenter leurs chaînes de valeur et localiser les activités distinctes en fonction de l'avantage compétitif plutôt que de la proximité géographique. En outre, elles cherchent de nouveaux moyens de réduire leurs coûts de production. Le secteur privé dans les PMA peut tirer parti de cette dynamique en se spécialisant dans des tâches et des services spécifiques afin de se connecter à ces chaînes de valeur. L'intégration aux chaînes de valeur régionales et mondiales donnera au secteur privé dans les PMA un accès aux réseaux, aux nouveaux marchés, aux capitaux, aux connaissances et aux technologies, ce qui peut ouvrir la voie à une croissance économique et à un développement des MPME plus robustes et diversifiés, dans la perspective de concrétiser les ODD.

### Modernisation du secteur des peaux et des cuirs au Niger

L'Étude diagnostique sur l'intégration du commerce réalisée au Niger a identifié le secteur des peaux et des cuirs comme secteur d'exportation prioritaire de l'économie nigérienne. Le projet améliore la compétitivité du secteur en renforçant les capacités des acteurs impliqués dans la chaîne de valeur dans les huit régions du Niger.

Un des objectifs du projet est de moderniser la production en passant de méthodes traditionnelles à des méthodes semi industrielles. À ce titre, 235 kits de matériel de dépouillement ont été distribués dans six abattoirs (Tillabéry, Niamey, Dosso, Maradi, Zinder, Agadez et Diffa). Trois centres de collecte et de conservation des peaux et des cuirs ont été construits et équipés en 2016 à Niamey, Zinder et Tahoua. Ces centres de conservation permettront de renforcer les capacités en matière de conservation et de transformation. Quatre tanneries ont aussi été équipées de produits et de matériel de tannage, et la tannerie traditionnelle de Gamkalé a été rénovée.

Le projet vise également à rendre les femmes qui travaillent dans le secteur du cuir plus autonomes. Pour ce faire, 80 femmes artisans dans les huit régions ont été formées au travail du cuir et quatre associations de femmes ont reçu du matériel de travail du cuir. Huit formatrices de différentes régions ont participé à une formation sur le travail du cuir et la couture.



## La technologie, moteur de la croissance de la productivité du secteur privé

L'évolution technologique favorise la croissance économique, la productivité et l'amélioration des niveaux de vie à long terme. Les nouvelles technologies permettent aussi aux entreprises de réduire leur empreinte environnementale. Le potentiel qu'offre la technologie reste cependant encore largement inexploité dans les PMA, en particulier dans le secteur de l'agriculture où les PMA ne peuvent pas tirer parti des avantages d'une production améliorée grâce aux nouvelles technologies.

Le CIR continuera de promouvoir des politiques qui encouragent l'innovation et aidera les PMA à adopter de nouvelles technologies qui leur permettent de réaliser les ODD. L'accent sera toujours mis sur les technologies qui permettent aux PMA de satisfaire aux normes en matière d'environnement, de sécurité sanitaire et de qualité des produits alimentaires, et de bien être des animaux.

## Amélioration de la production d'huile de palme en République démocratique du Congo

Ce projet a pour objectif de soutenir la réhabilitation de la chaîne de valeur de l'huile de palme dans la région du Mayombe en RDC en introduisant de nouvelles variétés améliorées de palmiers et de nouvelles techniques pour produire davantage d'huile de palme de meilleure qualité. Cela permettra de créer des emplois et de promouvoir la croissance au profit des populations pauvres en augmentant les revenus des acteurs tout au long de la chaîne de valeur de l'huile de palme. Le projet a aussi une composante environnementale importante qui consiste en une gestion durable de la forêt et des terres, et le piégeage du dioxyde de carbone en plantant davantage de palmiers.

Deux cent cinquante mille semences prégermées de palmier de la variété tenera, une excellente variété pour la production d'huile de palme, ont été acquises. À la fin de 2016, 120 800 semences ont été plantées et le reste sera planté en 2017. Du matériel moderne a été acquis en vue d'améliorer les techniques de production et d'établir 35 pépinières de palmiers dans la région du projet. Des ateliers ont aussi été organisés pour apprendre aux agriculteurs locaux à utiliser le matériel et à établir les nouvelles pépinières. Au total, 1 301 personnes (dont 15% de femmes) ont participé à ces ateliers. Douze séances ont aussi été organisées pour apprendre comment structurer les organismes sectoriels pour l'huile de palme.









# Responsabilité, gestion financière et fiduciaire

## Suivi et évaluation globaux

Le CIR a vocation à produire des résultats; il est donc crucial qu'il dispose d'un système de suivi et d'évaluation efficace qui reflète les résultats obtenus à toutes les étapes d'un projet. Le suivi et l'évaluation du CIR sont fondés sur le Plan stratégique et le cadre de résultats et s'effectuent au moyen d'indicateurs clairs et mesurables. Ce cadre de suivi et d'évaluation, qui est important pour responsabiliser tous les partenaires, promeut l'apprentissage et l'amélioration au moyen d'un examen systématique et objectif des projets en cours ou terminés.

Il incombe aux pays du CIR de mener des activités de suivi et d'évaluation au niveau national. Il s'agit avant tout de déterminer si les projets sont mis en œuvre de manière efficace et efficiente, notamment en veillant à ce que les fonds soient utilisés de manière appropriée, tout en vérifiant que les projets contribuent aux changements qu'ils sont censés apporter. Ces examens sont réalisés par le biais de missions de supervision, sur demande, menées par le SE ou le Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR (GFAS), et au moyen d'évaluations effectuées à mi-parcours et à la fin des projets, y compris un rapport d'auto-évaluation et d'achèvement de projet.

## Suivi des progrès accomplis dans la réalisation des ODD

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 requiert des processus d'examen aux niveaux national et mondial pour promouvoir la responsabilité envers nos citoyens, soutenir une coopération internationale effective afin de réaliser ce programme et encourager les échanges de meilleures pratiques et l'apprentissage mutuel. Le but du CIR est d'être efficace et efficient dans l'ensemble de ses travaux afin de produire des résultats qui soient alignés sur les ODD. À cet égard, il suit de près la situation économique, sociale, financière et politique des PMA pour renforcer son soutien en lien avec les ODD.

Les exigences en matière de suivi des ODD imposent une lourde charge aux PMA, dont les capacités de suivi et de rapport sont moins développées. Toutefois, de par leur participation au CIR, les pays ont acquis de l'expérience et ont appris à mieux utiliser des outils de suivi solides. Au vu du nouveau processus visant à aligner

les indicateurs du CIR sur les ODD, un renforcement des capacités adapté en matière de suivi et d'évaluation continuera d'être proposé.

La contribution du CIR aux ODD figurera chaque année dans le rapport annuel du CIR où figurent des renseignements sur les résultats obtenus par les PMA au regard des indicateurs du CIR alignés sur les ODD. Le rapport sera présenté aux parties prenantes du CIR et sera utilisé pour plaider en faveur d'un soutien visant à remédier aux difficultés communes que rencontrent les PMA s'agissant de la réalisation des ODD. Ce processus viendra compléter des procédures de suivi plus vastes au niveau national, que chaque pays devra adopter en fonction de sa liste d'indicateurs relatifs aux ODD qui le concernent.

## Gestion des risques dans la Phase Deux du CIR

La gestion des risques, y compris, mais pas uniquement, les risques fiduciaires, est intégrée dans les actions du CIR visant à réaliser des progrès dans le développement du commerce dans les pays les plus pauvres du monde. La gestion des risques aide le CIR à atteindre son objectif consistant à mieux intégrer les PMA dans le système commercial mondial. Le CIR se sent également tenu de gérer de manière efficace et efficiente les ressources des donateurs et de rendre des comptes à tous les partenaires.

Pour la Phase Deux du CIR, le Conseil du CIR a approuvé et mis en place une approche globale en matière de gestion des risques. Son but est de parvenir à une interprétation commune du risque et de promouvoir une culture de la gestion des risques cohérente au sein du CIR. Cela permettra de prendre des décisions de manière éclairée, de prendre des risques et de les gérer en connaissance de cause, augmentant ainsi les chances de réaliser les objectifs du programme. Des travaux sont aussi en cours avec des partenaires afin d'améliorer les pratiques en matière de gestion des risques au niveau des pays et de tenir le Conseil du CIR systématiquement informé en ce qui concerne les risques.

Les activités du CIR se sont considérablement développées au cours de la Phase Un du programme; toutefois, une diminution des fonds au cours de la Phase Deux rend la gestion des risques encore plus cruciale. Les priorités stratégiques du CIR pour la Phase Deux consistent donc

à accroître les efforts de mobilisation des ressources et à améliorer la durabilité du programme pour veiller à ce qu'aucun PMA ne soit laissé pour compte. Cela requerra une collaboration plus étroite avec les pays, y compris en mettant l'accent sur l'intensification des engagements des gouvernements, en renforçant davantage les capacités des pays (y compris les capacités financières) et en accordant une attention particulière aux pays fragiles et à ceux qui sont en conflit. Une approche globale et systématique en matière de gestion des risques permettra au CIR de prendre le degré et le type de risques nécessaires pour atteindre ses objectifs et maximiser son impact.

## Gestion financière et fiduciaire

Les tableaux ci après présentent la situation financière du CIR au 31 décembre 2016, y compris les contributions reçues, les fonds alloués, les décaissements et les fonds disponibles pour allocation. L'année 2016 a marqué le lancement de la Phase Deux du CIR, même si la Phase Un se terminera officiellement le 31 décembre 2017.<sup>2</sup> Les chiffres pour la Phase Un et la Phase Deux sont donc indiqués dans les tableaux.

**Tableau 4 – Détail des contributions des donateurs pour la Phase Deux du CIR (au 31 décembre 2016, en dollars EU)**

Donateur	Annonces de contributions pour la Phase Deux du CIR	Engagements pour la Phase Deux du CIR	Fonds reçus par le Fonds d'affectation spéciale en 2016
Allemagne	2 846 204	2 846 204	1 425 439
Arabie saoudite	4 000 000	-	-
Australie	2 188 454	2 188 454	729 433
Commission européenne	10 582 011	-	-
République de Corée	1 000 000	1 000 000	500 000
Danemark	8 574 859	4 287 429	-
Estonie	32 407	32 407	32 407
Finlande	10 884 212	9 836 066	6 557 377
France	3 184 713	2 123 142	1 061 571
Luxembourg	4 842 495	4 842 495	1 106 195
Norvège	17 918 778	17 918 778	2 747 546
Pays-Bas	434 311	-	-
Royaume-Uni	10 000 000	8 237 470	2 129 751
Suède	11 094 676	-	-
Suisse	2 000 000	2 000 000	1 000 000
Intérêts des placements du CIR	52 788	52 788	52 788
<b>Total</b>	<b>89 635 905</b>	<b>55 365 233</b>	<b>17 342 507</b>

<sup>2</sup> La phase un du CIR a couvert la période 2008 à 2015, avec une période opérationnelle de deux ans allant de 2015 à 2017. Par conséquent, le Conseil du CIR n'a pu approuver de nouveaux projets au titre de la Phase Un que jusqu'au 31 décembre 2015.

## b) Fonds alloués aux activités du CIR

En 2016, les fonds alloués aux activités de la Phase Deux du CIR ont représenté au total 2,07 millions de dollars EU, portant à 203,2 millions de dollars EU le total pour la période 2008 à 2016 pour les Phases Un et Deux du CIR. Les annexes 2 et 3 comprennent le portefeuille des

projets approuvés du CIR. Les fonds alloués en 2016 ont servi uniquement à financer des activités de Catégorie 1. À ce jour, environ 69% (103,9 millions de dollars EU) du total des fonds alloués à des projets ont été utilisés par les PMA. Au total, 34,01 millions de dollars EU ont été consacrés aux activités mises en œuvre par des organisations pour les Phases Un et Deux du CIR.

**Tableau 5: Fonds alloués aux activités du CIR (dollars EU)**

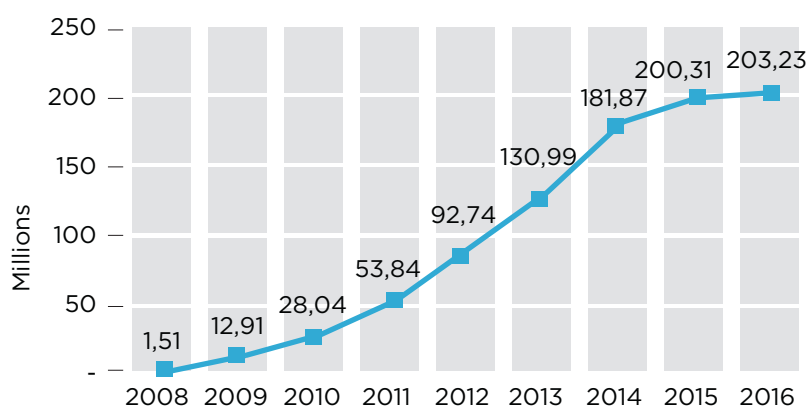
Catégorie d'activité	Type de projet	Phase Un du CIR	Phase Deux du CIR	Total général
Mise en œuvre par les PMA	Catégorie 1 - Pré EDIC	550 716		550 716
	Catégorie 1 - Mise à jour de l'EDIC	1 372 484		1 372 484
	Catégorie 1 - Soutien aux ANMO	43 583 818	1 800 300	45 384 118
	Catégorie 1 - Intégration du commerce	198 500		198 500
	Catégorie 1 - Soutien à la durabilité		270 000	270 000
	Catégorie 2 - Agro industrie	28 859 494		28 859 494
	Catégorie 2 - Étude de faisabilité	606 274		606 274
	Catégorie 2 - Normes	5 519 439		5 519 439
	Catégorie 2 - Tourisme	7 684 700		7 684 700
	Catégorie 2 - Facilitation des échanges	13 480 250		13 480 250
<b>Mise en œuvre par les PMA - Total</b>		<b>101 855 675</b>	<b>2 070 300</b>	<b>103 925 975</b>
Autre entité de mise en œuvre	Catégorie 1 - Mise à jour de l'EDIC	160 000		160 000
	Catégorie 2 - Agro industrie	12 188 740		12 188 740
	Catégorie 2 - Tourisme	950 000		950 000
<b>Autre entité de mise en œuvre - Total</b>		<b>13 298 740</b>		<b>13 298 740</b>
Mise en œuvre par des organisations	Catégorie 1 - EDIC	3 154 641		3 154 641
	Catégorie 1 - Mise à jour de l'EDIC	6 518 131		6 518 131
	Catégorie 1 - Soutien aux ANMO	3 000 000		3 000 000
	Catégorie 1 - Soutien aux ANMO - Conseiller commercial international	2 261 903		2 261 903
	Catégorie 1 - Intégration du commerce	146 293		146 293
	Catégorie 1 - Fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale (fonds non alloués)	14 374		14 374
	Catégorie 2 - Agro industrie	12 177 419		12 177 419
	Catégorie 2 - Étude de faisabilité	584 839		584 839
	Catégorie 2 - Normes	3 321 922		3 321 922
	Catégorie 2 - Facilitation des échanges	2 836 583		2 836 583
<b>Mise en œuvre par des organisations - Total</b>		<b>34 016 105</b>		<b>34 016 105</b>
Activités globales	Activités globales	5 368 831		5 368 831
<b>Activités globales - Total</b>		<b>5 368 831</b>	<b>-</b>	<b>5 368 831</b>
SE		26 400 001		
<b>SE - Total</b>		<b>26 400 001</b>		
GFAS		18 709 860		
<b>GFAS - Total</b>		<b>18 709 860</b>		
<b>Total</b>		<b>199 649 212</b>	<b>2 070 300</b>	<b>201 719 512</b>
Honoraires du GFAS		1 497 369	15 527	1 512 896
<b>Total général</b>		<b>201 146 581</b>	<b>2 085 827</b>	<b>203 232 408</b>

### Notes sur les fonds alloués – Tableau 5

- Aucun budget du SE, des activités globales ou du Fonds d'affectation spéciale ne figure dans le rapport 2016, du fait que les budgets 2016 du SE et du Fonds d'affectation spéciale ont été inclus, à titre exceptionnel, dans le rapport annuel 2015, étant donné qu'ils ont été approuvés et alloués en 2015 avant la fin de la Phase Un. Les budgets 2017 du SE, du Fonds d'affectation spéciale et des activités globales approuvés par le Conseil du CIR apparaîtront dans le rapport annuel 2017.
- Il y a un léger changement par rapport aux chiffres communiqués précédemment car les dépenses réelles pour 2015 ont désormais été présentées et les activités ont été achevées.

- Le poste Fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale (fonds non alloués) concerne des montants du Fonds d'affectation spéciale subsidiaire pour le CIR de la Banque mondiale qui n'ont pas été entièrement alloués en 2016.
- Pour les projets approuvés à la fin de 2015 et en 2016, conformément à l'approche du CIR adoptée par le Conseil du CIR sur la gestion du solde du FASCIR, seule la première année de financement est allouée au moment de la signature de l'accord juridique (mémoire d'accord), et le restant est alloué sur une base annuelle.

**Figure 27: Montant cumulé des fonds alloués aux activités du CIR (dollars EU), au 31 décembre 2016 (honoraires du GFAS inclus)**



### c) Décaissements

Sur la base des renseignements ci-dessus relatifs aux fonds alloués, le GFAS a procédé aux décaissements conformément aux accords juridiques et aux calendriers de paiement convenus, ainsi que le SE l'a confirmé à la suite d'un examen des plans de travail et des cadres logiques des projets, pour un montant total de 29,4 millions de dollars EU en 2016 (28,42 millions de dollars EU pour la Phase Un et 0,98 million de dollars EU

pour la Phase Deux, comme indiqué ci-dessous). Cela montre qu'en 2016 les décaissements se fondaient sur la poursuite des activités de la Phase Un.<sup>3</sup> Les activités de la Phase Deux du CIR ont démarré lentement du fait que les fonds n'étaient pas disponibles avant le troisième trimestre de 2016. Pour cette raison, la majeure partie de l'année 2016 était consacrée à la mise en place des modalités pour une mise en œuvre effective de la Phase Deux du CIR. Cependant, six projets ont encore été approuvés en 2016.

<sup>3</sup> La Phase Un du CIR a couvert la période 2008 à 2015, avec une période opérationnelle de deux ans allant de 2015 à 2017. Par conséquent, les projets approuvés jusqu'en 2015 dans le cadre de la Phase Un sont actuellement en cours pendant cette période opérationnelle et la phase deux du CIR, qui a débuté en 2016.

**Tableau 6: Décaissements pour la Phase Un et la Phase Deux du CIR**  
(millions de dollars EU)

Phase	Catégorie dans le rapport annuel	2008-2015	2016	Total général
Phase Un du CIR	Mise en œuvre par les PMA	63,09	19,32	82,41
	Mise en œuvre par des organisations	30,17	2,20	32,37
	Autre entité de mise en œuvre	7,70	0,24	7,94
	Activités globales	4,99	0,38	5,37
	SE	22,28	4,07	26,35
	GFAS	16,71	2,00	18,71
	Honoraires de gestion du GFAS (0,75%)	1,09	0,21	1,30
<b>Phase Un du CIR - Total</b>		<b>146,03</b>	<b>28,42</b>	<b>174,45</b>
Phase Deux du CIR	Mise en œuvre par les PMA		0,97	0,97
	Honoraires de gestion du GFAS (0,75%)		0,01	0,01
<b>Phase Deux du CIR - Total</b>			<b>0,98</b>	<b>0,98</b>
<b>Total général (Phase Un et Phase Deux du CIR)</b>		<b>146,03</b>	<b>29,40</b>	<b>175,43</b>

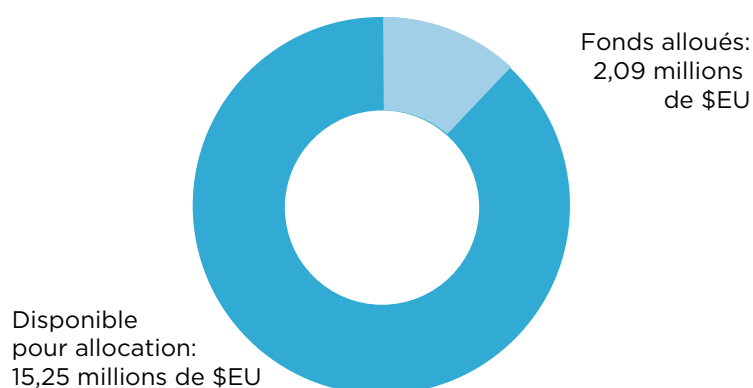
#### d) Fonds disponibles

Au 31 décembre 2015, la totalité des fonds de la Phase Un avait été allouée. Comme indiqué plus haut, le Conseil du CIR n'a été autorisé à approuver de nouveaux projets pour la Phase Un que jusqu'au 31 décembre 2015, avec une période opérationnelle de deux ans jusqu'au 31 décembre 2017.

Pour la Phase Deux du CIR, le FASCIR disposait de 15,25 millions de dollars EU à allouer à des activités liées aux

projets du CIR au 31 décembre 2016. C'est la différence entre les fonds reçus des donateurs du CIR sur la base de la signature d'accords de contribution, y compris les intérêts échus - environ 17,34 millions de dollars EU (voir le tableau 4 ci dessus pour plus de précisions) - et les fonds déjà alloués à des activités du CIR par le biais de la signature d'accords juridiques - environ 2,09 millions de dollars EU (voir le tableau 5 ci dessus pour plus de précisions).

**Figure 28: Fonds disponibles pour allocation**



## Pratiques en matière de vérification des comptes

En ce qui concerne les projets du CIR, toutes les principales entités de mise en œuvre (PEMO), qu'il s'agisse ou non d'organismes publics<sup>4</sup>, doivent présenter des comptes annuels vérifiés, conformément aux accords respectifs signés avec le GFAS. Des systèmes de vérification interne des comptes ont été instaurés dans tous les PMA qui mettent en œuvre des projets de catégorie 1 ou 2, et des rapports d'audit interne ou externe sont établis à l'issue de la première année de mise en œuvre des projets, conformément aux accords juridiques respectifs et aux budgets relatifs aux projets. En 2012, le GFAS a élaboré des lignes directrices relatives à la vérification des comptes afin d'aider les UNMO dans cette tâche. Les UNMO ont également comme

pratique courante de faire examiner les mandats de vérification des comptes par le GFAS avant d'engager la vérification. Le GFAS, en collaboration avec le SE, est en train d'adopter les critères concernant la remontée de l'information s'agissant des retards (approuvés par le Conseil du CIR en mai 2015).

Comme le montre le tableau ci après, 54 rapports de vérification des comptes ont été reçus en 2016, et 10 sont en cours d'élaboration (souvent à cause de la longueur des processus gouvernementaux et/ou de situations de crise). Aucun problème important n'a été signalé dans les rapports de 2015 ou de 2016. Le GFAS suit de près les rapports de vérification des comptes en cours d'élaboration auprès des pays, si nécessaire, y compris par le biais des missions de supervision.

**Tableau 7: Situation concernant les rapports de vérification des comptes**

Rapport	Situation	Nombre de rapports		
		2008-2015	2016*	Total
Vérification des comptes	Reçus	150	54	204
	En cours d'élaboration		10	10
<b>Total</b>		<b>150</b>	<b>64</b>	<b>214</b>

\* Les vérifications des comptes réalisées en 2016 portent sur la période couvrant l'année 2015 et, dans certains cas, quelques mois de l'année 2014.

En outre, en vertu du cadre de responsabilité du CIR et conformément aux règles de l'UNOPS en matière de vérification des comptes, toutes les activités de gestion financière et de gestion du financement menées par le GFAS sont soumises à des vérifications périodiques. En mai 2016, le Bureau de l'UNOPS à Genève a fait l'objet

d'une vérification interne menée par le Groupe de l'audit interne et des investigations de l'UNOPS. Le GFAS, qui fait partie du Bureau de l'UNOPS à Genève, a lui aussi fait l'objet de cette vérification interne et a reçu la note globale "satisfaisant".

4 Les organisations font l'objet d'une vérification interne des comptes, conformément aux accords de partenariat du CIR et au principe de la vérification unique des comptes de l'ONU.







# Annexes

## Annexe 1: Objectifs communs: liens entre les ODD et le cadre de résultats du CIR

Cibles/indicateurs de l'ODD 1 en lien avec les travaux du CIR	Indicateurs connexes du cadre de résultats du CIR
<p><b>1.b</b> Mettre en place aux niveaux national, régional et international des cadres d'action viables, qui se fondent sur des stratégies de développement favorables aux pauvres et soucieuses de la problématique hommes femmes, afin d'accélérer l'investissement dans des mesures d'élimination de la pauvreté.</p>	<p><b>R1.1</b> Soutien aux pays du CIR pour l'intégration du commerce dans leurs plans nationaux de développement.</p> <p><b>R1.P1.1</b> Politiques commerciales de qualité actualisées avec l'aide du CIR.</p>
<p><b>1.2</b> D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges qui souffrent d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays.</p>	<p><b>R1.</b> Les pays bénéficiant du soutien du CIR disposent d'un programme en matière de commerce propice à la croissance durable au profit des populations pauvres.</p> <p><b>R1.P1</b> Amélioration des contributions à l'élaboration de politiques fondées sur des éléments avérés à l'appui du commerce au profit des populations pauvres.</p>
<p><b>1.a</b> Garantir une mobilisation importante de ressources provenant de sources multiples, y compris par le renforcement de la coopération pour le développement, afin de doter les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, de moyens adéquats et prévisibles de mettre en œuvre des programmes et politiques visant à mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes.</p>	<p><b>R2.P3.1</b> Nombre de mesures prises par tous les partenaires du CIR pour contribuer à mobiliser des financements et de l'expertise.</p> <p><b>R2.P3.3</b> Nombre de projets soutenus par le CIR et cofinancés en grande partie.</p>
Cibles/indicateurs de l'ODD 2 en lien avec les travaux du CIR	Indicateurs connexes du cadre de résultats du CIR
<p><b>2.a.2</b> Total des apports publics (aide publique au développement plus autres apports publics) alloués au secteur agricole.</p>	<p><b>I 3</b> Flux d'Aide pour le commerce à destination des pays bénéficiant du soutien du CIR.</p> <p><b>I 4</b> IED dans les pays bénéficiant du soutien du CIR.</p>
<p><b>2.3.1</b> Volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière.</p>	<p><b>R2.1</b> Volume de la production générée grâce aux interventions du CIR.</p> <p><b>R2.P2.1</b> Nombre de producteurs/associations formés aux pratiques relatives aux chaînes de valeur.</p> <p><b>R2.P2.2</b> Nombre de nouvelles technologies adoptées dans le cadre de projets soutenus par le CIR.</p>
<p><b>2.3.2</b> Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, selon le sexe et le statut d'autochtone.</p>	<p><b>R2.P2.3</b> Nombre de MPME qui bénéficient d'un soutien dans le cadre d'un projet du CIR.</p> <p><b>R2.2</b> Nombre de nouveaux marchés internationaux pénétrés avec l'aide du CIR.</p> <p><b>I 2</b> Valeur du commerce des pays bénéficiant du soutien du CIR (intrarégional et mondial).</p>
<p><b>2.4.1</b> Proportion des zones agricoles exploitées de manière productive et durable.</p>	<p><b>R2.1</b> Volume de la production générée grâce aux interventions du CIR.</p>
<p><b>2.a</b> Accroître, notamment grâce au renforcement de la coopération internationale, l'investissement dans l'infrastructure rurale, les services de recherche et de vulgarisation agricoles et la mise au point de technologies et de banques de plantes et de gènes d'animaux d'élevage, afin de renforcer les capacités productives agricoles des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés.</p>	<p><b>I 4</b> IED dans les pays bénéficiant du soutien du CIR.</p> <p><b>R2.P2.2</b> Nombre de nouvelles technologies adoptées dans le cadre de projets soutenus par le CIR.</p>

Cibles/indicateurs de l'ODD 5 en lien avec les travaux du CIR	Indicateurs connexes du cadre de résultats du CIR
<p><b>5.a</b> Entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi que l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, dans le respect de la législation interne.</p>	<p><b>R1.P3.1</b> Nombre de fonctionnaires (ventilé par sexe et par âge) formés dans des domaines liés au commerce.</p> <p><b>R1.P3.2</b> Nombre de représentants du secteur privé (ventilé par sexe et par âge) qui ont été formés dans des domaines liés au commerce pour participer au programme national en matière de commerce.</p> <p><b>R2.P1.1</b> Nombre total de personnes (ventilé par sexe et par âge) recevant une formation de qualité en vue de mieux participer à l'économie.</p>
<p><b>5.c</b> Adopter des politiques bien conçues et des dispositions législatives applicables en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles à tous les niveaux et renforcer celles qui existent.</p>	<p><b>R1.P1.2</b> Nombre d'actions visant à améliorer la législation et la participation à divers processus et réunions.</p> <p><b>R2.P1.2</b> Nombre d'activités de sensibilisation menées sur le thème des femmes et de l'environnement dans le contexte du commerce.</p> <p><b>R2.P1.3</b> Pourcentage de femmes parmi les bénéficiaires directs des projets.</p>
Cibles/indicateurs de l'ODD 8 en lien avec les travaux du CIR	Indicateurs connexes du cadre de résultats du CIR
<p><b>8.a</b> Accroître l'appui apporté dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, y compris par l'intermédiaire du Cadre intégré renforcé pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés.</p>	<p><b>I 3</b> Flux d'Aide pour le commerce à destination des pays bénéficiant du soutien du CIR.</p> <p><b>R2.P3.2</b> Nombre de projets financés par les donateurs liés à la matrice des actions de l'EDIC.</p> <p><b>R2.P3.3</b> Nombre de projets soutenus par le CIR et cofinancés en grande partie.</p>
<p><b>8.2</b> Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main d'œuvre.</p>	<p><b>R2.1</b> Volume de la production générée grâce aux interventions du CIR.</p> <p><b>R2.P2.1</b> Nombre de producteurs/associations formés aux pratiques relatives aux chaînes de valeur.</p> <p><b>R2.P2.2</b> Nombre de nouvelles technologies adoptées dans le cadre de projets soutenus par le CIR.</p>
<p><b>8.3.1</b> Proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles, par sexe.</p>	<p><b>R2.P2.1</b> Nombre de producteurs/associations formés aux pratiques relatives aux chaînes de valeur.</p> <p><b>R2.P2.3</b> Nombre de MPME qui bénéficient d'un soutien dans le cadre d'un projet du CIR.</p>
<p><b>8.9.2</b> Proportion d'emplois dans le secteur du tourisme durable, par rapport au nombre total d'emplois dans l'industrie du tourisme.</p>	<p><b>R1.3</b> Nombre de pays bénéficiant du soutien du CIR qui disposent de stratégies sectorielles intégrant le commerce.</p> <p><b>R1.P1.3</b> Études diagnostiques effectuées/mises à jour avec l'aide du CIR.</p>
<p><b>8.1</b> Maintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national et, en particulier, un taux de croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7% dans les pays les moins avancés.</p>	<p><b>I 1</b> Part des pays bénéficiant de l'aide du CIR dans les exportations mondiales de produits non pétroliers.</p> <p><b>I 2</b> Valeur du commerce des pays bénéficiant du soutien du CIR (intrarégional et mondial).</p>

Cibles/indicateurs de l'ODD 9 en lien avec les travaux du CIR	Indicateurs connexes du cadre de résultats du CIR
<p><b>9.a.1</b> Montant total de l'aide publique internationale (aide publique au développement et autres apports du secteur public) alloué aux infrastructures.</p>	<p><b>I 3</b> Flux d'Aide pour le commerce à destination des pays bénéficiant du soutien du CIR.</p> <p><b>I 4</b> IED dans les pays bénéficiant du soutien du CIR.</p> <p><b>R2.P3.2</b> Nombre de projets financés par les donateurs liés à la matrice des actions de l'EDIC.</p> <p><b>R2.P3.3</b> Nombre de projets soutenus par le CIR et cofinancés en grande partie.</p>
<p><b>9.3</b> Accroître, en particulier dans les pays en développement, l'accès des entreprises, notamment des petites entreprises industrielles, aux services financiers, y compris aux prêts consentis à des conditions abordables, et leur intégration aux chaînes de valeur et aux marchés.</p> <p><b>9.3.1</b> Proportion des petites entreprises dans la valeur ajoutée totale de l'industrie.</p>	<p><b>R2.P2.1</b> Nombre de producteurs/associations formés aux pratiques relatives aux chaînes de valeur.</p> <p><b>R2.P2.3</b> Nombre de MPME qui bénéficient d'un soutien dans le cadre d'un projet du CIR.</p> <p><b>R2.P2.1</b> Nombre de producteurs/associations formés aux pratiques relatives aux chaînes de valeur.</p>
Cibles/indicateurs de l'ODD 12 en lien avec les travaux du CIR	Indicateurs connexes du cadre de résultats du CIR
<p><b>12.b.1</b> Nombre de stratégies ou de politiques en place dans le domaine du tourisme durable et de plans d'action mis en œuvre en appliquant des outils d'évaluation et de suivi convenus.</p>	<p><b>R1.P1.3</b> Nombre de stratégies sectorielles intégrant le commerce par pays. Le tourisme est l'un des secteurs concernés dans les PMA et le CIR finance 5 projets et soutient l'élaboration de politiques relatives au tourisme.</p>
<p><b>12.a.1</b> Montant de l'aide apportée aux pays en développement au titre d'activités de recherche développement consacrées aux modes de consommation et de production durables et aux technologies écologiquement rationnelles.</p>	<p><b>R2.P1.2</b> Nombre d'activités de sensibilisation menées sur le thème des femmes et de l'environnement dans le contexte du commerce.</p> <p><b>R2.P2.2</b> Nombre de nouvelles technologies adoptées dans le cadre de projets soutenus par le CIR.</p> <p><b>R1.P3.3</b> Pays bénéficiant du soutien du CIR qui disposent d'outils de communication de renseignements de qualité pour les diverses parties prenantes.</p>
Cibles/indicateurs de l'ODD 17 en lien avec les travaux du CIR	Indicateurs connexes du cadre de résultats du CIR
<p><b>17.3.1</b> Investissements étrangers directs, aide publique au développement et coopération Sud Sud, en proportion du budget national total.</p>	<p><b>I 2</b> Valeur du commerce des pays bénéficiant du soutien du CIR (intra-régional et mondial).</p> <p><b>I 3</b> Flux d'Aide pour le commerce à destination des pays bénéficiant du soutien du CIR.</p> <p><b>I 4</b> IED dans les PMA.</p>
<p><b>17.7.1</b> Montant total des financements approuvés pour les pays en développement aux fins de la promotion de la mise au point, du transfert et de la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.</p>	<p><b>R2.P1.2</b> Nombre d'activités de sensibilisation menées sur le thème des femmes et de l'environnement dans le contexte du commerce.</p> <p><b>R2.P2.2</b> Nombre de nouvelles technologies adoptées dans le cadre de projets soutenus par le CIR.</p> <p><b>R1.P3.3</b> Pays bénéficiant du soutien du CIR qui disposent d'outils de communication de renseignements de qualité pour les diverses parties prenantes.</p> <p><b>R2.P3.2</b> Nombre de projets financés par les donateurs du CIR liés à la matrice des actions de l'EDIC.</p> <p><b>R2.P3.3</b> Nombre de projets soutenus par le CIR et cofinancés en grande partie.</p>

Cibles/indicateurs de l'ODD 17 en lien avec les travaux du CIR	Indicateurs connexes du cadre de résultats du CIR
<p><b>17.11</b> Accroître nettement les exportations des pays en développement, en particulier en vue de doubler la part des pays les moins avancés dans les exportations mondiales d'ici à 2020.</p>	<p><b>I 1</b> Part des pays bénéficiant de l'aide du CIR dans les exportations mondiales de produits non pétroliers.</p> <p><b>R2.1</b> Volume de la production générée grâce aux interventions du CIR.</p> <p><b>R2.2</b> Nombre de nouveaux marchés internationaux pénétrés avec l'aide du CIR.</p> <p><b>R2.P3.2</b> Nombre de projets financés par les donateurs du CIR liés à la matrice des actions de l'EDIC.</p>
<p><b>17.14.1</b> Nombre de pays ayant mis en place des mécanismes pour renforcer la cohérence des politiques de développement durable.</p>	<p><b>R1.P1.1</b> Politiques commerciales de qualité actualisées avec l'aide du CIR.</p> <p><b>R1.P1.2</b> Nombre d'actions visant à améliorer la législation et la participation à divers processus et réunions (y compris accession à l'OMC, intégration régionale, etc.).</p> <p><b>R1.P1.3</b> Études diagnostiques effectuées/mises à jour avec l'aide du CIR.</p>
<p><b>17.16.1</b> Nombre de pays faisant état de progrès dans la mise en place de cadres multipartites de suivi de l'efficacité du développement favorisant la réalisation des Objectifs de développement durable.</p>	<p>Bien qu'il n'existe pas d'indicateurs spécifiques, les pays du CIR présentent un rapport sur les progrès qu'ils ont accomplis, qui est communiqué à l'ensemble des partenaires du CIR par l'intermédiaire du Conseil du CIR.</p> <p>Le CIR fait également rapport aux donateurs du CIR en fonction de leurs exigences particulières, et à la communauté internationale en général en participant à l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide.</p>
<p><b>17.17</b> Encourager et promouvoir les partenariats publics, les partenariats public privé et les partenariats avec la société civile, en faisant fond sur l'expérience acquise et les stratégies de financement appliquées en la matière.</p>	<p><b>R1.P2.2</b> Pays bénéficiant du soutien du CIR qui disposent d'un mécanisme de coordination public privé efficace et de qualité.</p> <p><b>R1.P2.3</b> Pays bénéficiant du soutien du CIR dans lesquels un dialogue est engagé entre le gouvernement et les donateurs sur des questions liées au commerce.</p>
<p><b>17.9</b> Apporter, à l'échelon international, un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les Objectifs de développement durable, notamment dans le cadre de la coopération Nord Sud et Sud Sud et de la coopération triangulaire.</p>	<p><b>R1.P2.1</b> L'UNMO est intégrée dans le ministère/système gouvernemental.</p> <p><b>R1.P3.1</b> Nombre de fonctionnaires (ventilé par sexe et par âge) formés dans des domaines liés au commerce.</p> <p><b>R1.P3.2</b> Nombre de représentants du secteur privé (ventilé par sexe et par âge) qui ont été formés dans des domaines liés au commerce pour participer au programme national en matière de commerce.</p> <p><b>R2.P1.1</b> Nombre total de personnes (ventilé par sexe et par âge) recevant une formation de qualité en vue de mieux participer à l'économie.</p> <p><b>R2.P2.1</b> Nombre de producteurs/associations formés aux pratiques relatives aux chaînes de valeur.</p>

## Annexe 2 – Projets de catégorie 1

On trouvera ci après le tableau des projets de catégorie 1 du CIR - qui comprend l'étude pré EDIC, l'EDIC, la mise à jour de l'EDIC, le soutien aux ANMO, le soutien aux ANMO - deuxième phase, l'intégration du commerce et la phase de soutien à la durabilité.

Pays	Titre	PEMO	Date d'approbation	Budget approuvé pour la Phase Un du CIR (dollars EU)	Budget approuvé pour la Phase Deux du CIR (dollars EU)	Budget approuvé total (dollars EU)
<b>Afghanistan</b>	Pré EDIC (achevé)	Gouvernement	22 septembre 2010	50 000		50 000
	EDIC (achevé)	Banque mondiale	8 octobre 2008	400 000		400 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un)	Gouvernement	22 décembre 2016		300 000	300 000
Total Afghanistan				450 000	300 000	750 000
<b>Bangladesh</b>	Pré EDIC (achevé)	Gouvernement	22 septembre 2010	50 000		50 000
	EDIC (achevé)	Banque mondiale	25 mars 2011	460 000		460 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un)	Gouvernement	28 août 2015	300 000		300 000
Total Bangladesh				810 000		810 000
<b>Bénin</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	Banque mondiale	11 août 2011	200 000		200 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un)	Gouvernement	11 août 2011	1 199 991		1 199 991
Total Bénin				1 399 991		1 399 991
<b>Bhoutan</b>	Pré EDIC (achevé)	Gouvernement	15 janvier 2010	50 000		50 000
	EDIC (achevé)	PNUD	24 mars 2011	400 000		400 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un)	Gouvernement	14 juin 2013	900 000		900 000
Total Bhoutan				1 350 000		1 350 000
<b>Burkina Faso</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	Banque mondiale	6 février 2013	191 119		191 119
	Intégration	CNUCED	15 décembre 2015	73 293		73 293
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux) (achevé)	Gouvernement	22 novembre 2010	1 500 000		1 500 000
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	22 décembre 2016		150 000	150 000
Total Burkina Faso				1 764 412	150 000	1 914 412

Aucun PMA laissé pour compte: le CIR investit dans les pays et les ressources humaines

Pays	Titre	PEMO	Date d'approbation	Budget approuvé pour la Phase Un du CIR (dollars EU)	Budget approuvé pour la Phase Deux du CIR (dollars EU)	Budget approuvé total (dollars EU)
<b>Burundi</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	Banque mondiale	12 février 2010	198 058		198 058
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux)	Gouvernement	12 février 2010	1 500 000		1 500 000
Total Burundi				1 698 058		1 698 058
<b>Cabo Verde</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	Gouvernement	19 septembre 2012	200 000		200 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un)	Gouvernement	23 novembre 2011	900 000		900 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Deux)	Gouvernement	4 mai 2016		300 000	300 000
Total Cabo Verde				1 100 000	300 000	1 400 000
<b>Cambodge</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	PNUD	29 septembre 2009	194 355		194 355
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux) (achevé)	Gouvernement	29 septembre 2009	1 288 392		1 288 392
	Soutien à la durabilité	Gouvernement	22 décembre 2016		120 000	120 000
Total Cambodge				1 482 747	120 000	1 602 747
<b>Comores</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	PNUD	25 janvier 2011	256 791		256 791
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase un) (achevé)	PNUD	25 janvier 2011	900 000		900 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Deux) (achevé) Gouvernement	Gouvernement	2 juin 2014	600 000		600 000
Total Comores				1 756 791		1 756 791
<b>Congo, République démocratique du</b>	Pré EDIC (achevé)	Gouvernement	15 janvier 2010	49 841		49 841
	EDIC (achevé)	Banque mondiale	8 octobre 2008	400 000		400 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux)	Gouvernement	31 mai 2011	1 200 159		1 200 159
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI (Catégorie 1, Phase Un) (achevé)	PNUD	31 mai 2011	252 520		252 520
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI (Catégorie 1, Phase Deux)	PNUD	9 décembre 2015	125 260		125 260
Total Congo, République démocratique du				2 027 780		2 027 780

Pays	Titre	PEMO	Date d'approbation	Budget approuvé pour la Phase Un du CIR (dollars EU)	Budget approuvé pour la Phase Deux du CIR (dollars EU)	Budget approuvé total (dollars EU)
<b>Djibouti</b>	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	1er juin 2011	200 000		200 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux)	Gouvernement	1er juin 2011	1 384 590		1 384 590
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	UNOPS	1er juin 2011	668 800		668 800
Total Djibouti				2 253 390		2 253 390
<b>Éthiopie</b>	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	9 septembre 2014	400 000		400 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un)	Gouvernement	26 mars 2014	900 000		900 000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI (achevé)	SE	16 septembre 2014	49 963		49 963
Total Éthiopie				1 349 963		1 349 963
<b>Gambie</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	CNUCED	15 décembre 2009	197 950		197 950
	Intégration	CNUCED	4 novembre 2015	73 000		73 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux) (achevé)	Gouvernement	15 décembre 2009	1 500 000		1 500 000
Total Gambie				1 770 950		1 770 950
<b>Guinée</b>	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	23 novembre 2011	280 350		280 350
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux)	Gouvernement	23 novembre 2011	1 500 000		1 500 000
Total Guinée				1 780 350		1 780 350
<b>Guinée Bissau</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	PNUD	22 novembre 2010	200 000		200 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux)	Gouvernement	22 novembre 2010	1 500 000		1 500 000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI (achevé)	PNUD	10 septembre 2014	226 800		226 800
Total Guinée-Bissau				1 926 800		1 926 800
<b>Haïti</b>	Pré EDIC (achevé)	Gouvernement	15 octobre 2010	50 000		50 000
	EDIC (achevé)	Banque mondiale	11 août 2011	294 641		294 641
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un)	Gouvernement	17 décembre 2012	900 000		900 000
Total Haïti				1 244 641		1 244 641

Aucun PMA laissé pour compte: le CIR investit dans les pays et les ressources humaines



Pays	Titre	PEMO	Date d'approbation	Budget approuvé pour la Phase Un du CIR (dollars EU)	Budget approuvé pour la Phase Deux du CIR (dollars EU)	Budget approuvé total (dollars EU)
<b>Îles Salomon</b>	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	26 août 2015	0		0
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux)	Gouvernement	21 décembre 2010	1 200 000		1 200 000
Total Îles Salomon				1 200 000		1 200 000
<b>Kiribati</b>	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	18 juin 2015			0
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un - première année)	PNUD	18 juin 2015	300 000		300 000
Total Kiribati				300 000		300 000
<b>Lesotho</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	USAID	26 janvier 2010	160 000		160 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux)	Gouvernement	26 janvier 2010	1 474 000		1 474 000
Total Lesotho				1 634 000		1 634 000
<b>Libéria</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	Banque mondiale	22 octobre 2009	200 000		200 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux)	Gouvernement	22 octobre 2009	1 499 900		1 499 900
Total Libéria				1 699 900		1 699 900
<b>Madagascar</b>	Pré EDIC (achevé)	Gouvernement	17 juin 2014	50 000		50 000
	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	Banque mondiale	23 juillet 2013	224 422		224 422
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un)	Gouvernement	7 novembre 2016		300 000	300 000
Total Madagascar				274 422	300 000	574 422
<b>Malawi</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	Banque mondiale	23 septembre 2009	198 869		198 869
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un) (achevé)	Gouvernement	23 septembre 2009	899 250		899 250
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Deux)	Gouvernement	11 juillet 2016		300 000	300 000
Total Malawi				1 098 119	300 000	1 398 119
<b>Maldives</b>	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux)	Gouvernement	22 décembre 2010	1 500 000		1 500 000
Total Maldives				1 500 000		1 500 000
<b>Mali</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	CNUCED	14 juillet 2010	200 000		200 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux)	Gouvernement	14 juillet 2010	1 499 378		1 499 378
Total Mali				1 699 378		1 699 378

Aucun PMA laissé pour compte: le CIR investit dans les pays et les ressources humaines

Pays	Titre	PEMO	Date d'approbation	Budget approuvé pour la Phase Un du CIR (dollars EU)	Budget approuvé pour la Phase Deux du CIR (dollars EU)	Budget approuvé total (dollars EU)
<b>Mauritanie</b>	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	8 septembre 2014	400 000		400 000
Total Mauritanie				400 000		400 000
<b>Mozambique</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	CNUCED	26 octobre 2012	200 000		200 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un)	Gouvernement	12 mars 2012	900 000		900 000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI (achevé)	PNUD	12 mars 2012	184 150		184 150
Total Mozambique				1 284 150		1 284 150
<b>Myanmar</b>	Pré EDIC (achevé)	Gouvernement	11 décembre 2013	50 000		50 000
	EDIC (achevé)	Banque mondiale	18 juin 2014	400 000		400 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un)	Gouvernement	9 juin 2015	300 000		300 000
Total Myanmar				750 000		750 000
<b>Népal</b>	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	19 juin 2014	182 000		182 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux)	Gouvernement	15 mars 2010	1 318 000		1 318 000
Total Népal				1 500 000		1 500 000
<b>Niger</b>	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	26 janvier 2011	200 000		200 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux)	Gouvernement	26 janvier 2011	1 500 000		1 500 000
Total Niger				1 700 000		1 700 000
<b>Ouganda</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	Banque mondiale	28 septembre 2009	192 388		192 388
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux)	Gouvernement	28 septembre 2009	1 499 985		1 499 985
Total Ouganda				1 692 373		1 692 373
<b>RDP lao</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	Gouvernement	29 octobre 2010	390 484		390 484
	Intégration (achevé)	Gouvernement	28 octobre 2014	198 500		198 500
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux) (achevé)	Gouvernement	26 janvier 2010	1 446 514		1 446 514
Total RDP lao				2 035 498		2 035 498

Aucun PMA laissé pour compte: le CIR investit dans les pays et les ressources humaines

Pays	Titre	PEMO	Date d'approbation	Budget approuvé pour la Phase Un du CIR (dollars EU)	Budget approuvé pour la Phase Deux du CIR (dollars EU)	Budget approuvé total (dollars EU)
<b>République centrafricaine</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	PNUD	12 mai 2010	29 455		29 455
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un)	Gouvernement	12 mai 2010	900 000		900 000
Total République centrafricaine				929 455		929 455
<b>Rwanda</b>	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux)	Gouvernement	23 septembre 2009	1 634 400		1 634 400
Total Rwanda				1 634 400		1 634 400
<b>Samoa</b>	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	8 octobre 2012	200 000		200 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un)	Gouvernement	8 octobre 2012	900 000		900 000
Total Samoa				1 100 000		1 100 000
<b>Sao Tomé-et-Principe</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	Banque mondiale	26 avril 2012	173 521		173 521
	Total Sao Tomé-et-Principe				173 521	
<b>Sénégal</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	CNUCED	24 novembre 2011	195 734		195 734
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un) (achevé)	Gouvernement	24 novembre 2011	900 000		900 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Deux)	Gouvernement	23 juin 2016		300 000	300 000
Total Sénégal				1 095 734	300 000	1 395 734
<b>Sierra Leone</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	Banque mondiale	1 <sup>er</sup> juillet 2009	199 661		199 661
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux)	Gouvernement	1 <sup>er</sup> juillet 2009	1 408 859		1 408 859
Total Sierra Leone				1 608 520		1 608 520
<b>Somalie</b>	Pré EDIC (achevé)	Gouvernement	15 juillet 2015	50 875		50 875
Total Somalie				50 875		50 875
<b>Soudan</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	Banque mondiale	23 avril 2013	197 549		197 549
Total Soudan				197 549		19 549
<b>Soudan du Sud</b>	Pré EDIC (achevé)	Gouvernement	10 décembre 2013	50 000		50 000
	EDIC (achevé)	PNUD	24 janvier 2013	400 000		400 000
Total Soudan du Sud				450 000		450 000
<b>Tanzanie</b>	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	30 octobre 2015	350 000		350 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un)	PNUD	13 mai 2013	900 000		900 000
Total Tanzanie				1 250 000		1 250 000

Aucun PMA laissé pour compte: le CIR investit dans les pays et les ressources humaines

Pays	Titre	PEMO	Date d'approbation	Budget approuvé pour la Phase Un du CIR (dollars EU)	Budget approuvé pour la Phase Deux du CIR (dollars EU)	Budget approuvé total (dollars EU)
<b>Tchad</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	PNUD	9 juin 2011	367 000		367 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux)	Gouvernement	9 juin 2011	1 500 000		1 500 000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	UNOPS	9 juin 2011	754 410		754 410
Total Tchad				2 621 410		2 621 410
<b>Timor-Leste</b>	Pré EDIC	Gouvernement	15 janvier 2010	50 000		50 000
Total Timor-Leste				50 000		50 000
<b>Togo</b>	Pré EDIC (achevé)	Gouvernement	15 janvier 2010	50 000		50 000
	EDIC (achevé)	Banque mondiale	8 octobre 2008	400 000		400 000
	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	6 octobre 2015	200 000		200 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phases Un et Deux)	Gouvernement	23 novembre 2011	1 500 000		1 500 000
Total Togo				2 150 000		2 150 000
<b>Tuvalu</b>	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	14 décembre 2012	200 000		200 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un)	PNUD	14 décembre 2012	900 000		900 000
Total Tuvalu				1 100 000		1 100 000
<b>Vanuatu</b>	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	24 septembre 2013	200 000		200 000
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un)	Gouvernement	24 septembre 2013	900 000		900 000
Total Vanuatu				1 100 000		1 100 000
<b>Yémen</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	PNUD	1 <sup>er</sup> juillet 2009	237 010		237 010
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un)	Gouvernement	1 <sup>er</sup> juillet 2009	931 000		931 000
Total Yémen				1 168 010		1 168 010
<b>Zambia</b>	Mise à jour de l'EDIC (achevé)	Banque mondiale	12 juillet 2012	397 148		397 148
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Un) (achevé)	Gouvernement	8 février 2010	899 400		899 400
	Soutien aux ANMO (Catégorie 1, Phase Deux)	Gouvernement	11 février 2016		300 300	300 300
Total Zambie				1 296 548	300 300	1 596 848
<b>Total général</b>				<b>60 909 735</b>	<b>2 070 300</b>	<b>62 980 035</b>

Aucun PMA laissé pour compte: le CIR investit dans les pays et les ressources humaines

### Annexe 3 – Projets de catégorie 2

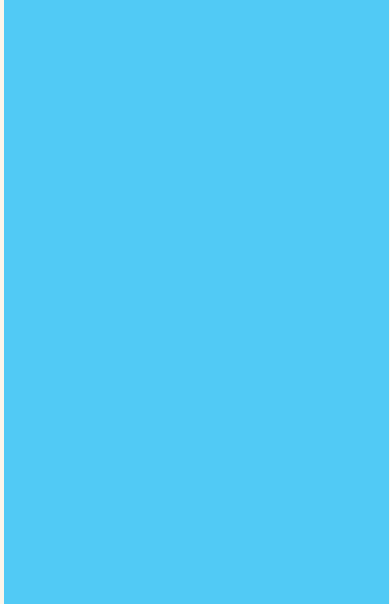
On trouvera ci après le tableau des projets de catégorie 2 du CIR. Aucun nouveau projet de catégorie 2 n'a été approuvé en 2016.

Pays	Titre	PEMO	Date d'approbation	Budget approuvé total (dollars EU)
<b>Bénin</b>	RCPC	Gouvernement	24 juillet 2014	2 999 089
Total Bénin				2 999 089
<b>Burkina Faso</b>	Mangue et noix de cajou	Gouvernement	15 avril 2014	2 999 089
	Sésame	Gouvernement	17 septembre 2012	2 666 884
	Beurre de karité - Étude de faisabilité (achevé)	ITC	22 novembre 2013	196 094
Total Burkina Faso				5 862 067
<b>Burundi</b>	Mécanismes de soutien à l'exportation	Gouvernement	20 décembre 2012	606 274
	SPS	ONUDI	4 juillet 2012	2 610 372
Total Burundi				3 216 646
<b>Cambodge</b>	CEDEP I - Évaluation (achevé)	Gouvernement	6 août 2012	290 520
	CEDEP I - Riz (achevé)	Banque mondiale	6 août 2012	1 112 847
	CEDEP I - Soie (achevé)	ITC	6 août 2012	974 980
	CEDEP II - ACAC	Shift 360	13 janvier 2014	950 000
	CEDEP II - Manioc	PNUD	13 janvier 2014	997 026
	CEDEP II - Évaluation	Gouvernement	13 janvier 2014	347 610
	CEDEP II - Pêche en mer	ONUDI	13 janvier 2014	988 953
Total Cambodge				5 661 936
<b>Comores</b>	Compétitivité à l'exportation	PNUD	10 janvier 2014	3 527 131
Total Comores				3 527 131
<b>Congo, République démocratique du</b>	Huile de palme	Gouvernement	15 décembre 2014	2 661 080
Total Congo, République démocratique du				2 661 080
<b>Gambie</b>	SCEDP (achevé)	ITC	18 janvier 2012	2 355 517
	Facilitation des échanges (aéroport)	Gouvernement	4 avril 2013	2 494 200
Total Gambie				4 849 717
<b>Guinée</b>	Mangue (PRODEFIMA)	Gouvernement	21 novembre 2013	2 998 148
Total Guinée				2 998 148
<b>Îles Salomon</b>	Tourisme (SI TIDE)	Gouvernement	22 janvier 2014	1 544 700
Total Îles Salomon				1 544 700
<b>Lesotho</b>	Productivité agricole	ITC	21 décembre 2012	2 735 685
Total Lesotho				2 735 685
<b>Libéria</b>	Études de faisabilité concernant le tourisme et l'ameublement	ITC	13 août 2015	199 433
Total Libéria				199 433

Pays	Titre	PEMO	Date d'approbation	Budget approuvé total (dollars EU)
<b>Malawi</b>	Lien des petits exploitants avec l'agroalimentaire (NASFAM)	Association des petits exploitants agricoles du Malawi (NASFAM)	16 septembre 2014	1 648 750
	Soutien au secteur agroalimentaire (MITC)	Gouvernement	16 septembre 2014	1 550 818
Total Malawi				3 199 568
<b>Maldives</b>	Renforcement des capacités institutionnelles en matière de facilitation des échanges	Gouvernement	30 mai 2013	1 557 838
Total Maldives				1 557 838
<b>Mali</b>	Gomme arabique	Gouvernement	17 février 2012	4 369 153
Total Mali				4 369 153
<b>Népal</b>	Compétitivité du gingembre (achevé)	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	6 mai 2012	711 550
	Plantes médicinales et aromatiques	Agence allemande de coopération internationale	18 novembre 2013	3 900 000
	Pashmina (PETS)	ITC	22 mai 2013	1 861 603
Total Népal				6 473 153
<b>Niger</b>	Cuir (cuirs et peaux)	Gouvernement	19 août 2013	2 445 100
Total Niger				2 445 100
<b>Ouganda</b>	Services commerciaux de district (DICOSS)	Gouvernement	30 août 2011	2 998 119
Total Ouganda				2 998 119
<b>RDP lao</b>	Qualité et statistiques	Gouvernement	27 novembre 2013	2 520 350
Total RDP lao				2 520 350
<b>Rwanda</b>	Développement des capacités transfrontières	Gouvernement	8 décembre 2014	3 485 870
Total Rwanda				3 485 870
<b>Samoa</b>	TSSP	Gouvernement	30 avril 2014	2 944 223
Total Samoa				2 944 223
<b>Sénégal</b>	Compétitivité de la mangue	Gouvernement	20 août 2014	2 991 358
Total Sénégal				2 991 358
<b>Sierra Leone</b>	Tourisme durable	Gouvernement	27 janvier 2012	2 990 000
Total Sierra Leone				2 990 000
<b>Tchad</b>	Gomme arabique - PRCCGA	Gouvernement	11 octobre 2013	2 539 734
	Étude de faisabilité (achevé)	ONUDI	19 février 2014	189 312
	Gomme arabique - Soutien par des CCI	UNOPS	11 octobre 2013	460 260
Total Tchad				3 189 306
<b>Togo</b>	Soja	Gouvernement	20 octobre 2014	3 000 000
Total Togo				3 000 000
<b>Vanuatu</b>	Infrastructure touristique	Gouvernement	18 décembre 2014	3 150 000
Total Vanuatu				3 150 000
<b>Yémen</b>	Centres de lutte contre les maladies de l'abeille (CBDP)	<i>icipe</i>	31 octobre 2014	2 362 560
	Productivité et qualité du miel (IHPQ)	<i>icipe</i>	21 décembre 2012	1 807 500
Total Yémen				4 170 060
<b>Zambie</b>	Miel (TIPEC ZAS) (achevé)	Organisation néerlandaise de développement (SNV)	28 janvier 2013	2 469 930
Total Zambie				2 469 930
<b>Total général</b>				<b>88 209 660</b>

Aucun PMA laissé pour compte: le CIR investit dans les pays et les ressources humaines





**Secrétariat Exécutif du CIR à l'OMC**

Rue de Lausanne 154, Case Postale,  
1211 Genève 2, Suisse  
Tél: +41 22 739 66 50 | Fax +41 22 739 57 66  
Site web: [www.enhancedif.org](http://www.enhancedif.org)  
Twitter: @EIF4LDCs

